

RENFORCER LES LIGNES DE FRONT



Intensifier la prévention pour
mettre fin à l'extrémisme violent



TABLE DES MATIÈRES

1. RÉSUMÉ 2

2. ÉTATS DES LIEUX DES AIDES À L'INVESTISSEMENT 6

3. VUE D'ENSEMBLE DU PORTEFEUILLE MONDIAL 9

ASIE-PACIFIQUE 10

- Bangladesh
- Philippines
- Sri Lanka

AFRIQUE ORIENTALE ET CORNE DE L'AFRIQUE 14

- Kenya
- Somalie

SAHEL ET AFRIQUE OCCIDENTALE 18

- Burkina Faso
- Mali
- Niger
- Nigeria

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD 25

- Tunisie

BALKANS OCCIDENTAUX 27

- Albanie
- Bosnie-Herzégovine
- Kosovo
- Macédoine du Nord

AIDE À L'INVESTISSEMENT À VENIR 32

- Tchad
- Ghana
- Indonésie
- Irak
- Kirghizistan
- Mauritanie
- Mozambique
- Yémen

4. AFFAIRES EXTÉRIEURES 42

• Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF) : 13e réunion ministérielle 43

• Présentation des recommandations du Forum mondial de lutte contre le terrorisme pour le financement et la mise en œuvre de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent au niveau communautaire 43

• Changement climatique et extrémisme violent 43

• Carol Bellamy Fellowship (CBLA) 43

5. GOUVERNANCE 44

• Conseil de Fondation de GCERF 45

6. PERSONNEL ET CULTURE DE GCERF 46

• Secrétariat 47

7. SITUATION FINANCIÈRE 48

• Tableau des financements - Contributions des bailleurs de fonds 50

8. ANNEXES 52

• Annexe 1: Circonscriptions et membres du Conseil de Fondation 53

• Annexe 2: Membres du Comité d'experts indépendants 55

1 RÉSUMÉ

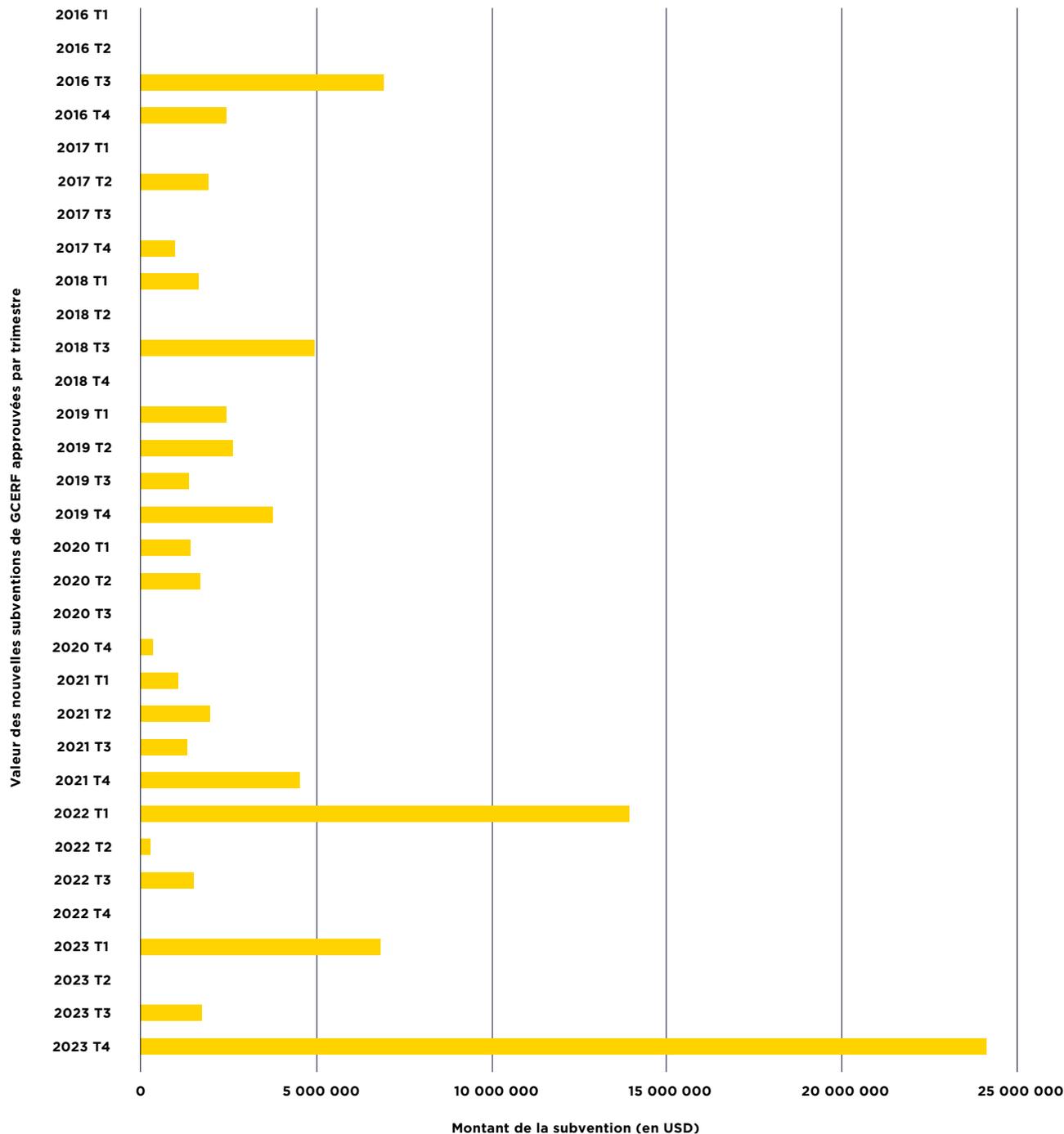


DU DR KHALID KOSER, DIRECTEUR EXÉCUTIF DE GCERF

Dans un contexte de volatilité mondiale croissante, 2023 s'est révélée être une année de croissance exponentielle et stratégique pour GCERF. Les partenariats noués par l'organisation avec les pays de mise en œuvre se sont étendus à sept nouveaux pays : le Ghana, l'Indonésie, l'Irak, le Kirghizistan, le Mozambique, le Tchad et le Yémen, approuvés par le Conseil de Fondation de GCERF en réponse aux demandes de ces gouvernements de collaborer à la prévention de l'extrémisme violent sur leurs territoires. L'ajout de l'Irak, du Yémen et du Kirghizistan en tant que pays partenaires a également marqué un nouveau chapitre important pour GCERF, avec le lancement d'investissements émanant du fonds mondial dans les régions du Moyen-Orient et d'Asie centrale.

Parallèlement, les indicateurs mondiaux de fin d'année concernant l'incidence directe des programmes financés ont également augmenté de manière très significative, passant de 3,2 millions à 3,8 millions de personnes touchées par les projets soutenus par GCERF. Cela équivaut à près de 20 % du nombre total de bénéficiaires directs depuis 2014, couverts en une seule année. Entre-temps, le coût moyen global des interventions soutenues par GCERF a encore diminué depuis 2022, passant de 39 dollars US par personne à un peu plus de 37 dollars US par personne, ce qui montre que le modèle de GCERF évolue en permanence de manière à faire fructifier les fonds investis.





D'autres jalons importants ont été posés en 2023 : GCERF a franchi le seuil de plus de 100 accords de financement signés (on dénombre désormais 117 accords de financement) depuis le début du processus d'octroi de financement en 2016, il y a tout juste sept ans. Le dernier trimestre de l'année 2023 a également enregistré le nombre et le montant les plus élevés de subventions signées en un seul trimestre, grâce aux efforts redoublés du personnel du Secrétariat pour négocier des accords de financement signés d'une valeur de 21,9 millions de dollars US au cours des trois derniers mois de l'année.

Comme l'illustre la sélection d'exemples de programmes présentés dans le présent rapport annuel, les bénéficiaires de GCERF continuent de se concentrer sur les domaines de la prévention qui sont essentiels pour favoriser la paix et la tolérance, tout en contribuant également aux Objectifs de développement durable. Les projets financés par GCERF continuent, par exemple, d'éduquer les femmes et les jeunes et de leur offrir des moyens de subsistance, d'atténuer les effets du changement climatique dans les zones les plus durement touchées grâce à des pratiques agricoles intelligentes, de favoriser une gouvernance inclusive par l'intermédiaire d'un engagement communautaire au niveau des structures gouvernementales, de renforcer les capacités de réflexion critique et de réhabiliter et réintégrer les anciens combattants et leurs familles, parmi d'autres projets et objectifs très variés.

En s'appuyant sur les connaissances locales et en adaptant les stratégies aux besoins locaux, ces projets renforcent la paix, la stabilité et la résilience face aux acteurs de l'extrémisme violent, souvent dans des contextes où les partenaires internationaux n'ont eu que peu ou pas d'accès.

Dans toutes les régions, les bénéficiaires de GCERF démontrent continuellement leur capacité à mettre en œuvre des programmes ciblés et axés sur les connaissances, en canalisant les fonds là où ils sont le plus nécessaires, avec une efficacité et une rentabilité remarquable. Le Secrétariat et les dirigeants de GCERF sont honorés de soutenir ces partenaires et sont fiers de leurs réalisations.

VOICI UNE SÉLECTION DES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR, QUI ILLUSTRENT LA DIVERSITÉ DE CES EFFORTS :



358 partenaires locaux financés dans 22 pays



27 nouveaux accords de financement signés et 59 subventions en total, dont 44 en cours de mise en œuvre active en 2023



Près de 20 millions (19,9) de bénéficiaires indirects couverts en plus des 3,8 millions couverts directement



48 % des bénéficiaires sont des femmes et des filles



Plus de 35 000 chefs religieux ont participé à des ateliers consacrés à la résolution des conflits, à la promotion de la paix, à la réflexion critique et aux compétences de leadership



Plus de 57 000 personnes ont bénéficié d'interventions liées aux moyens d'existence et à la capacité à trouver ou à conserver un emploi (« employabilité »)



Plus de 100 000 personnes ont pu accéder à des projets visant à promouvoir un accès équitable aux opportunités



Plus de 400 000 participants ont bénéficié d'activités culturelles et sportives visant à renforcer la cohésion sociale et à prévenir l'extrémisme violent



Plus de 585 000 personnes ont participé à 7 400 dialogues, consultations et tables rondes interconfessionnels et intercommunautaires

2 ÉTATS DES LIEUX DES AIDES À L'INVESTISSEMENT



INVESTISSEMENTS PAR PAYS, NOMBRE DE SUBVENTIONS, BÉNÉFICIAIRES ET PARTENAIRES LOCAUX

Pays	Investissement total à ce jour (les montants indiqués tiennent compte de la sous-utilisation d'un sous-ensemble de subventions qui ont pris fin)	Total des subventions	Subventions actives	Bénéficiaires directs (total)*	Pourcentage de femmes bénéficiaires	Nombre total de partenaires locaux (y compris les récipiendaires secondaires)
Albanie	3 175 072	4	2	12 134	66%	12
Bangladesh	10 237 325	9	2	1 432 084	46%	41
Bosnie-Herzégovine	740 000	1	1	640	47%	1
Burkina Faso	3 750 000	4	4	508 574	52%	10
Tchad	1 655 000	2	2	0	NA	5
Ghana	350 034	1	1	0	NA	1
Irak	2 999 980	3	3	0	NA	9
Kenya	10 121 572	13	4	682 588	48%	39
Kosovo	6 406 434	10	4	76 773	48%	25
Mali	10 229 057	13	3	304 661	46%	47
Mauritanie	2 500 000	3	3	0	NA	10
Mozambique	2 500 000	3	3	0	NA	11
Niger	2 974 906	4	3	22 634	57%	11
Nigéria	12 544 286	11	3	510 086	48%	26
Macédoine du Nord	1 300 000	2	2	8 081	53%	9
Philippines	9 577 799	16	7	207 096	52%	50
Somalie	4 882 309	5	4	7 221	43%	12
Sri Lanka	1 826 391	1	1	13 146	53%	14
Syrie	475 346	1	1	0	NA	2
Tunisie	3 605 604	9	4	19 313	54%	16
Yémen	1 983 765	2	2	0	NA	7
Kirghizistan	NA	À paraître		0	NA	NA
Indonésien	NA	À paraître		0		NA

*0 bénéficiaire indique une activité de subvention commençant après janvier 2024

CARTE DES INVESTISSEMENTS MONDIAUX DANS LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT À CE JOUR

L'année correspond au début du partenariat avec la pays

- 1**
ALBANIE 2020
4 subventions (2 actives)
3,1 M\$ engagés
12 partenaires locaux
- 2**
BANGLADESH 2016
9 subventions (2 actives)
10,9 M\$ engagés
41 partenaires locaux
- 3**
BOSNIE-HERZÉGOVINE 2022
1 subvention
0,7 M\$ engagés
1 partenaire local
- 4**
BURKINA FASO 2021
4 subventions
3,7 M\$ engagés
10 partenaires locaux
- 5**
TCHAD 2024
2 subventions
1,6 M\$ engagés
5 partenaires locaux
- 6**
GHANA 2023
1 subvention
0,3 M\$ engagés
1 partenaire local
- 7**
INDONÉSIE
Débute en 2024
- 8**
IRAK 2024
3 subventions
3 M\$ engagés
9 partenaires locaux
- 9**
KENYA 2018
13 subventions (4 actives)
11,1 M\$ engagés
39 partenaires locaux
- 10**
KOSOVO 2017
10 subventions (4 actives)
7,3 M\$ engagés
25 partenaires locaux
- 11**
KIRGHIZISTAN
Débute en 2024
- 12**
MALI 2016
13 subventions (3 actives)
10,9 M\$ engagés
47 partenaires locaux
- 13**
MAURITANIE 2023
3 subventions
2,5 M\$ engagés
10 partenaires locaux
- 14**
MOZAMBIQUE 2024
3 subventions
2,5 M\$ engagés
11 partenaires locaux
- 15**
NIGER 2022
4 subventions (3 actives)
3 M\$ engagés
11 partenaires locaux
- 16**
NIGÉRIA 2016
11 subventions (3 actives)
13,7 M\$ engagés
26 partenaires locaux
- 17**
MACÉDOINE DU NORD 2021
2 subventions
1,3 M\$ engagés
9 partenaires locaux
- 18**
SOMALIE 2021
5 subventions (4 actives)
4,6 M\$ engagés
12 partenaires locaux
- 19**
SRI LANKA 2021
1 subvention
1,8 M\$ engagés
14 partenaires locaux
- 20**
AL-HOL (SYRIE) 2024
1 subvention
0,47 M\$ engagés
2 partenaires locaux basés en Irak
- 21**
LES PHILIPPINES 2019
16 subventions (7 actives)
10,1 M\$ engagés
50 partenaires locaux
- 22**
TUNISIE 2019
9 subventions (4 actives)
3,8 M\$ engagés
16 partenaires locaux
- 23**
YEMEN 2024
2 subventions
1,9 M\$ engagés
7 partenaires locaux



23 Pays d'intervention

3,8m Bénéficiaires directs

117 Contrats de financements signés

358 Partenaires locaux

3 VUE D'ENSEMBLE DU PORTEFEUILLE MONDIAL

Exemples de programmes
par pays*



*Ne reflète pas l'ensemble du portefeuille de subventions dans chaque pays : des programmes supplémentaires sont en cours et ne sont pas mis en évidence dans le présent rapport annuel.

ASIE- PACIFIQUE



BANGLADESH

Consortium Preventing Extremism through Active Community Engagement (Promotion de l'engagement et de l'action face à l'extrémisme – PEACE)

THÈME(S) :

capacité de la communauté à agir et sentiment d'utilité des personnes ; esprit critique et vigilance en ligne pour prévenir l'extrémisme violent

DATES DU PROGRAMME :

juillet 2016 à juin 2024

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

2 209 301 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

Rupantar

LIEU(X) :

upazilas de Bholahat, de Chapainawabganj Sadar, de Gomastapur, de Nachole et de Shibganj dans le district de Chapai Nawabganj ; Dhaka City Corporation dans le district de Dhaka ; Khulna City Corporation dans le district de Khulna ; Rajshahi City Corporation dans le district de Rajshahi ; et upazilas (subdivisions administratives) d'Assasuni, de Debhata, de Kalaroa, de Kaliganj, de Satkhira Sadar, de Shyamnagar et de Tala dans le district de Satkhira.

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

1 432 084

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

32

Au Bangladesh, l'extrémisme violent a évolué vers la radicalisation et le recrutement en ligne, alimentés par des facteurs sociopolitiques tels que la pandémie de COVID-19 et les conflits régionaux. Des groupes alignés sur l'État Islamique (EI) ont menacé de commettre des attentats au Bangladesh, utilisant la propagande en ligne pour recruter des sympathisants et inciter à la violence contre les minorités et les tenants d'une vision pluraliste. Les jeunes représentent plus d'un tiers de la population et sont particulièrement vulnérables à la radicalisation en raison de leurs frustrations socioéconomiques.

Le programme de Promotion de l'engagement et de l'action face à l'extrémisme (PEACE) vise à responsabiliser les jeunes en tant qu'agents du changement et de la paix et contre la radicalisation. Depuis 2016, le programme PEACE a créé 172 clubs de jeunes (« Peace Clubs » ou clubs de la paix en français), en contact direct avec 116 658 jeunes gens. Grâce aux efforts déployés pour assurer la durabilité du projet, 43 de ces clubs ont été enregistrés auprès des autorités (à ce jour). Les clubs de la paix jouent un rôle essentiel dans le développement de l'engagement communautaire et de la résilience, notamment en incitant ses membres à participer à des actions communautaires, à des dialogues, à des événements sportifs et à des activités culturelles qui visent à renforcer les capacités de réflexion critique et à promouvoir des discours positifs pour lutter contre l'extrémisme violent.

Au total, 7 689 membres de clubs de la paix et représentants de la communauté ont bénéficié directement de 336 ateliers de renforcement des capacités qui leur ont permis d'acquérir des compétences et des connaissances essentielles sur le leadership, la culture numérique et l'entrepreneuriat dans les médias sociaux, entre autres sujets.

Le programme PEACE a facilité la mise en place de nombreuses plateformes pour un engagement constructif et une collaboration entre plusieurs parties prenantes, notamment des projets d'action sociale conjoints, des dialogues avec les autorités locales et étatiques, et des discussions sur des questions clés telles que la désinformation en ligne et la prévention de la violence électorale. Les 138 actions sociales conjointes ont impliqué directement 60 898 personnes et ont contribué à la promotion de la cohésion sociale et de la consolidation de la paix au niveau local.

En outre, 58 dialogues interconfessionnels et initiatives de plaidoyer ont impliqué plus de 100 chefs religieux et 607 représentants des autorités de l'État et des organisations communautaires, ce qui a donné lieu à des engagements en faveur d'initiatives soutenant l'autonomisation des jeunes et les efforts de renforcement de la résilience.

Les campagnes de sensibilisation et les initiatives de plaidoyer ont touché directement environ 29 000 personnes, notamment grâce à l'élaboration et à la diffusion de matériel éducatif (tels que des brochures et des publications sur les médias sociaux) et à l'organisation de rassemblements pour la paix et de campagnes de signatures. Les membres des clubs de la paix ont également organisé 39 concours de débats entre institutions éducatives, impliquant directement 3 601 jeunes et touchant 9 686 membres de la communauté.



PHILIPPINES

Un programme élargi de formation des héros de la paix

THÈME(S) :

gouvernance locale inclusive ; justice transitionnelle et éducation à la paix ; réhabilitation et réintégration des anciens combattants et de leurs familles

DATES DU PROGRAMME :

janvier 2021 à décembre 2025

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

749 996 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

Teach Peace Build Peace Movement (Enseigner la paix, bâtir la paix – TPBPM)

LIEU(X) :

Grand Manille : ville de Taguig et Quezon City ; Région autonome bangsamoro en Mindanao musulmane (BARMM) : Butig, Ditsaan-Ramain, Maguing, Marantao, Pagayawan, et Sultan Dumalondong dans la province du Lanao du Sud et Datu Salibo, Mamasapano, Shariff Aguak, et Shariff Saydona Mustapha dans la province du Maguindanao

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

207 096

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

19

Un certain nombre d'organisations extrémistes violentes opèrent aux Philippines, en particulier à Mindanao et dans l'archipel de Sulu, des régions où des griefs intercommunautaires hérités du passé, une gouvernance faible et les disparités socioéconomiques contribuent à la formation d'un terreau fertile pour l'extrémisme. Les enfants et les jeunes sont touchés de manière disproportionnée par l'extrémisme violent : ils sont souvent sensibles aux arguments des recruteurs en raison d'expériences traumatisantes et sont exposés à des idéologies violentes à la fois en ligne et hors ligne.

Depuis 2021, le programme de formation des héros de la paix TPBPM s'efforce d'entretenir une culture de la paix et de favoriser la résilience, en ciblant les enfants et les jeunes ainsi que les adultes qui jouent un rôle clé dans leur vie (parents, personnel éducatif et dirigeants communautaires).

En 2023, le programme a été étendu aux adultes servant dans les forces de sécurité et aux agents des collectivités locales. Le programme TPBPM a organisé des ateliers de formation au leadership et à la communication pacifique au profit de 144 représentants des forces de sécurité et des administrations locales. Au total, 90 chefs de gouvernement ont suivi la formation au leadership pour l'éducation à la paix du programme TPBPM, renforçant leurs capacités à résoudre les conflits et à mettre en place une gouvernance inclusive.

Le programme TPBPM a également poursuivi son travail en proposant des modules d'éducation à la paix pour les enfants et les jeunes, en animant la chaîne de télévision « Peace Hero Kids » et en mettant en œuvre des modules pour le leadership des jeunes et la parentalité pacifique. En 2023, le programme a permis de sensibiliser 325 enfants et jeunes au cours de 64 ateliers d'éducation à la paix et d'impliquer dix organisations de jeunesse. L'édition jeunesse de l'atelier de mentorat des artistes pour la paix du programme TPBPM a permis à 34 jeunes de suivre une formation et de bénéficier de possibilités de parrainage (mentorat). Parallèlement, des séances modulaires d'éducation à la paix, axées sur des styles d'autorité parentale pacifique et sur la compréhension du comportement infantile, ont permis à 50 parents d'améliorer leur communication et leurs relations familiales.

Le programme TPBPM a fourni un soutien de suivi aux rapatriés et aux membres des groupes socioéconomiquement défavorisés, avec une formation sur la résolution pacifique des conflits et des programmes de soutien psychosocial. Ce soutien prévoyait des séances de formation/ateliers d'apprentissage pour 14 rapatriés masculins et leurs conjointes, et 46 séances de suivi pour les enfants et les jeunes et leurs familles dans les communautés touchées par des conflits.



SRI LANKA

Autonomiser et inciter les jeunes à mener des initiatives de prévention de l'extrémisme violent (EMPOWER)

THÈME(S) :

cohésion sociale, sentiment d'utilité et création de moyens d'existence

DATES DU PROGRAMME :

mars 2021 à décembre 2025

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

1 826 391 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL (RP) :

Helvetas Sri Lanka

RÉCIPIENDAIRES SECONDAIRES :

Asia Lanka Social Development Cooperation (Coopération Asia Lanka pour le développement social – ALSDC), SERVE, Peace Community Action (Action communautaire pour la paix – PCA), Group Action for Social Order (Action collective pour l'ordre social – GAFSO), Women Resource Centre (Centre de ressources pour les femmes – WRC), Shanthi Maargam, Association of Mobilising Community Resources (Association de mobilisation des ressources communautaires – AMCOR), The Local Initiatives for Tomorrow (Les initiatives locales pour demain – LIFT), The Lanka Development Journalist Forum (Forum des journalistes du développement du Lanka – LDJF), The Environment Protection and Scientific Exploration Organization (Organisation pour la protection de l'environnement et l'exploration scientifique – EPSEO)

LIEU(X) :

districts d'Ampara et de Batticaloa dans la Province de l'Est ; districts de Colombo et de Kalutara dans la Province de l'Ouest ; district de Kandy dans la Province du Centre ; et district de Kurunegala dans la Province du Nord-Ouest

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

13,146

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

33

GCERF intervient au Sri Lanka depuis 2020 suite aux attaques extrémistes violentes de 2019 et à la montée du sentiment anti-musulman. La pandémie de COVID-19 a provoqué une crise économique, affectant de manière disproportionnée les jeunes et les communautés marginalisées et/ou rurales, ce qui a donné lieu à des manifestations violentes et généralisées en 2022.

Le programme EMPOWER se concentre sur les jeunes chômeurs et sous-employés, les lycéens, les étudiants dans l'enseignement supérieur, et toute autre personne exclue de la culture traditionnelle. Les activités comprennent la promotion de la cohésion sociale grâce au dialogue interreligieux, l'implication de modèles comportementaux et l'autonomisation des jeunes afin de les inciter à mener des efforts de réconciliation. Le programme EMPOWER vise également à renforcer le sentiment d'utilité chez les jeunes en encourageant l'esprit critique et en luttant contre les discours de haine, réduisant ainsi le risque de radicalisation.

L'objectif du programme a été élargi à la mi-2023 pour inclure le soutien aux moyens d'existence. Cette nouvelle approche exhaustive vise à relever des défis multiformes, notamment l'instabilité économique, les troubles sociaux et les menaces d'extrémisme violent, en mettant l'accent sur l'autonomisation des communautés marginalisées, le développement de la confiance entre les jeunes et les autorités, et la promotion d'une gouvernance inclusive.

Depuis 2022, plus de 100 activités ont été mises en œuvre dans tout le pays par 13 bénéficiaires secondaires placés sous l'égide du bénéficiaire principal, Helvetas Sri Lanka. Parmi les exemples de 2023, on peut citer :

- Dialogues interreligieux, séances de formation et ateliers de renforcement des capacités auxquels ont participé 477 jeunes et 36 chefs religieux.
- Ateliers et séances de formation sur la prévention de l'extrémisme violent et le discours de haine suivis par 144 parties prenantes
- Ateliers de formation et consultations sur la consolidation de la paix auxquels ont participé 800 jeunes

- Ateliers sur la gestion des conflits et la prévention de l'extrémisme violent proposés à 1 481 participants
- Programmes de développement personnel et de renforcement des compétences pour 40 jeunes
- Ateliers de thérapie par l'art et séances de formation à la lutte contre le racisme
- Ateliers résidentiels et séances d'orientation professionnelle pour 143 jeunes
- Programmes de formation et de théâtre forum pour 116 personnes
- Programmes de formation et événements de mise en réseau sur le marché de l'emploi pour 360 jeunes

183 fonctionnaires gouvernementaux ont également assisté aux activités, aux réunions des parties prenantes, aux ateliers, aux séances d'orientation et aux ateliers de formation.

Pour mesurer la rentabilité des investissements de ces activités programmatiques, une enquête à mi-parcours menée en 2023 et portant sur le programme EMPOWER d'Helvetas, utilisant le questionnaire BRAVE (Building Resilience Against Violent Extremism – Renforcer la résilience contre l'extrémisme violent), a révélé une augmentation de la confiance et de l'acceptation intercommunales parmi les jeunes. Les personnes interrogées rejettent de plus en plus la norme culturelle qui consiste à utiliser la violence comme moyen de domination.



AFRIQUE ORIENTALE ET CORNE DE L'AFRIQUE



KENYA

Refoulement idéologique de l'extrémisme violent au Kenya (programme « Ideological Push-back of Violent Extremism » – IDPB)

THÈME(S) :

s'engager auprès des autorités et des communautés religieuses

DATES DU PROGRAMME :

juin 2023 – mars 2024

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

230 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

Center for Sustainable Conflict Resolution (Centre pour la résolution durable des conflits – CSCR)

LIEU(X) :

comtés de Garissa, d'Isiolo, de Kilifi, de Lamu, de Mandera, de Marsabit, de Mombasa, de Nairobi et de Wajir

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

682 588

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

18

Si les attaques de grande ampleur sont moins nombreuses ces dernières années, les incidents et les attaques de moindre envergure restent fréquents sur la côte et dans le nord-est du Kenya, des zones qui ont toujours été considérées comme des points chauds pour la radicalisation et les activités de recrutement dans le pays. Les organisations extrémistes violentes ont progressivement modifié leur approche en recrutant en dehors de ces zones géographiques et du groupe démographique « traditionnel » des jeunes hommes. L'extrémisme violent est motivé par de nombreux facteurs, notamment la marginalisation perçue au sein des groupes religieux et des minorités ethniques, le chômage des jeunes et la méfiance systémique entre les acteurs de la sécurité et les citoyens. Les effets du changement climatique ont également augmenté le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et souffrant d'insécurité alimentaire. Ces dernières sont alors particulièrement vulnérables à la radicalisation et au recrutement par des organisations extrémistes violentes susceptibles de proposer des incitations financières.

Le projet IDPB (Refoulement idéologique de l'extrémisme violent au Kenya) du CSCR permet aux chefs religieux et dirigeants communautaires de prendre des mesures plus énergiques pour prévenir et contrer la radicalisation et l'extrémisme violent. En 2023, le CSCR a organisé trois ateliers de formation pour les chefs religieux, a collaboré avec les médias, a mis en place un

programme de mentorat, a organisé des séminaires pour les jeunes et les enfants et est intervenu lors des sermons du vendredi (Juma Khutbas). Grâce à ces activités, le CSCR a renforcé les capacités de plus de 100 leaders religieux et communautaires, qu'ils soient établis ou en devenir.

Le CSCR a également créé un observatoire en ligne dont l'objectif à terme est de bâtir des communautés pacifiques et résilientes, en recourant à des méthodes participatives, telles que des discussions de groupe et une table ronde interconfessionnelle. L'observatoire doit servir de cadre à un dialogue, une coordination et un apprentissage continus et durables pour les chefs religieux. Il s'agit du premier observatoire en ligne qui cherche à répondre aux malentendus idéologiques propagés par les extrémistes violents et à proposer une analyse des textes religieux qui ont été mal interprétés et/ou mal utilisés dans le but de radicaliser les personnes et les faire basculer dans l'extrémisme violent.

Le CSCR a également rejoint et travaillera avec un nouveau consortium financé par GCERF et dirigé par le Centre for Human Rights and Policy Studies (CHRIPS – Centre pour les droits de l'Homme et les études politiques) qui se concentre sur les réseaux de soutien pour la réhabilitation et la réintégration des anciens membres d'organisations extrémistes violentes.



SOMALIE

Somali Wellness and Economic Recovery Consortium (Consortium pour le bien-être des Somaliens et le relèvement économique – SWERC)

THÈME(S) :

générer des moyens d'existence pour aider à la (re) construction de communautés pacifiques

DATES DU PROGRAMME :

janvier 2022 – juin 2024

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

1 300 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

Horn of Africa Peace Network (Réseau de paix de la Corne de l'Afrique – HAPEN)

RÉCIPIENDAIRES SECONDAIRES :

Fondation Iftiin, Integrated Development Focus (IDF), et M2A

LIEU(X) :

Beled Hawo et Kismayo, Jubaland

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

7 221

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

7

16

Les principaux facteurs contribuant au risque d'extrémisme violent en Somalie comprennent le manque de perspectives économiques pour les jeunes, la concurrence pour des ressources dont la raréfaction est exacerbée par les événements climatiques extrêmes, et les campagnes d'endoctrinement par des groupes comme al-Shabaab.

Les initiatives soutenues par GCERF contribuent à réduire les préjugés vis-à-vis de la santé mentale et des traitements thérapeutiques des traumatismes, à créer des récits alternatifs et à soutenir une société civile solide et inclusive. Les programmes offrent également un soutien professionnel et un accès aux thérapies adaptées aux traumatismes, en promouvant les capacités de réflexion critique et une meilleure connaissance des devoirs civiques et de la gouvernance.

Le programme SWERC se concentre sur le renforcement des réseaux de soutien pour les enfants et les jeunes de 12 à 35 ans. Il met en place une collaboration avec des paraprofessionnels de la santé mentale, des enseignants de médersa et d'écoles publiques, des chefs d'entreprise, des dirigeants communautaires et les communautés plus larges de Beled Hawo et de Kismayo. Le programme SWERC a mis au point un programme de santé mentale pour les jeunes et incite les communautés à accroître l'acceptation et le soutien des jeunes à risque.

Il a également mis en place un réseau d'entreprises et renforcé la formation et le soutien financier de ses membres afin d'améliorer leurs capacités et leur volonté d'embaucher des jeunes vulnérables issus de leurs communautés. Par exemple, un salon de l'emploi de trois jours organisé à Beled Hawo en août 2023 a permis de mettre en relation les demandeurs d'emploi et les employeurs potentiels. La première journée a été spécifiquement consacrée à la création d'espaces de réseautage pour les conseillers paraprofessionnels en santé mentale dans la zone couverte par le projet SWERC, avec la participation active des employeurs et des candidats (35 hommes et 10 femmes). Afin de s'assurer que les femmes se sentent à l'aise et d'inciter les employeurs à les embaucher en priorité, 72 jeunes femmes ont ensuite participé à une journée réservée aux femmes, tandis que 108 jeunes hommes ont participé à une journée réservée aux hommes.

Le programme a aidé les jeunes à trouver un emploi et leur a permis d'acquérir des compétences et de découvrir des outils pratiques. Il fournit également un soutien en matière de santé mentale afin de gérer leurs attentes, de favoriser des mécanismes d'adaptation positifs et de les doter de la résilience émotionnelle nécessaire pour évoluer dans un contexte économique difficile.



Autonomisation civique des jeunes et des femmes

Esprit critique et vigilance en ligne pour prévenir l'extrémisme violent ; programme intégrant la notion d'égalité entre les sexes afin de pouvoir sensibiliser et autonomiser les femmes et les filles

« Beled Hawa Women for Peace and Development » avait pour objectif de lutter contre la marginalisation des jeunes le long de la frontière entre le Kenya et la Somalie, où les conflits pour des ressources rares sont exacerbés par l'exclusion des jeunes des processus décisionnels et par une interprétation erronée de l'Islam telle que formulée par les groupes extrémistes. Les extrémistes violents profitent d'un manque de connaissances, d'une absence de sentiment d'utilité, d'une certaine paralysie dans la capacité à agir de manière autonome pour recruter des jeunes, également ciblés car souvent en situation de marginalisation.

Le programme s'est concentré sur l'amélioration des connaissances des jeunes et des femmes quant à leurs droits et leurs responsabilités civiques et sur les processus de prise de décision ; sur l'organisation de dialogues communautaires afin de modifier l'attitude des dirigeants communautaires et des familles sur la question de la participation des jeunes ; et sur la création d'associations qui favorisent la participation et l'autonomisation des jeunes dans l'espace civique.

Grâce à ce programme, 300 jeunes ont été sensibilisés à leurs droits et responsabilités civiques et 300 femmes ont été formées à leurs droits politiques, à l'égalité des sexes et à leur participation aux processus décisionnels. Il a permis l'organisation de 10 réunions publiques avec un total de 600 participants et a formé 30 femmes et filles au plaidoyer. À la fin du programme, 75 % des participants au projet avaient changé d'attitude et des femmes et des jeunes femmes issues des communautés cibles s'étaient portées candidates pour intégrer la Chambre des Anciens (Golaa Guurtida).

Le contrôle par un tiers effectué au début de l'année 2023 a montré que la formation à l'éducation civique était particulièrement appréciée par les bénéficiaires des zones rurales, qui ont déclaré avoir appris à connaître leurs responsabilités lorsqu'ils participent aux processus de gouvernance. L'exercice a également démontré que les participants appréciaient l'inclusion des jeunes et des femmes dans les fonctions dirigeantes au niveau local. Les femmes en particulier se sont félicitées de l'amélioration des interactions entre les jeunes et les adultes, désormais plus équilibrées, appréciant les possibilités de communiquer avec les jeunes hommes et de les comprendre.

DATES DU PROGRAMME :

janvier 2021 – juillet 2023

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

500 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

Beled Hawa Women for Peace and Development (Femmes de Beled Hawa pour la paix et le développement)

LIEU(X) :

région de Gedo, Jubaland.

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

7 221

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

7



SAHEL ET AFRIQUE OCCIDENTALE



BURKINA FASO

Projet de renforcement de l'entente et de la prévention de l'extrémisme violent (PREPEV)

THÈME(S) :

renforcer la résilience aux effets du climat

DATES DU PROGRAMME :

janvier 2023 – décembre 2025

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

500 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

Réseau de communication sur le pastoralisme (RECOPA)

LIEU(X) :

Torodi et Wendou dans le département de Dori ; Aliakoum et Deyberi dans le département de Gorom-Gorom ; Ganzourgou et Niessega dans le département de Gourcy ; Goiré et Toessin dans le département Ouahigouya ; et Kolbila et Taonsgo dans le département Yako

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

508 574

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

1

Au Burkina Faso, les groupes extrémistes violents exploitent le contexte politique pour renforcer leur présence. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs concernant le foncier, le droit d'accès et l'exploitation des rares ressources naturelles augmentent les tensions intra et intercommunautaires. Le manque de perspectives économiques durables rend les enfants et les jeunes particulièrement vulnérables à la radicalisation, les incitant à rejoindre des groupes extrémistes violents. Le réseau RECOPA œuvre à limiter les conflits intercommunautaires et à soutenir les jeunes et les femmes vulnérables en facilitant l'accès à des opportunités socioéconomiques.

Dix « espaces de dialogue » mis en place dans les cinq communes cibles du projet permettent de sensibiliser les populations hôtes et les personnes déplacées à la nécessité d'une meilleure gestion des infrastructures publiques et à la promotion des valeurs culturelles. Les 70 membres des espaces de dialogue ont organisé 172 séances de facilitation auxquelles ont pu se rendre 1 420 participants (dont 426 femmes). Cinq réseaux de veille communautaire ont été mis en place : 19 hommes et 6 femmes ont recueilli des informations (notamment sur la localisation et l'état des ressources naturelles) au cours de 120 réunions hebdomadaires avec pour objectif de faciliter la prise de décision et d'anticiper, gérer et surveiller les conflits éventuels.

L'action combinée des espaces de dialogue et des réseaux de veille communautaire a permis aux communautés cibles de mieux gérer les biens publics et les ressources naturelles et de limiter la survenue de conflits intercommunautaires. Par exemple, les villages impliqués dans le projet ont persuadé les agropasteurs de se retirer au-delà des limites convenues, tandis que les propriétaires ont cédé des zones de terre pour les activités agrosylvo-pastorales.

Le réseau RECOPA a également aidé 300 agropasteurs déplacés vulnérables (168 femmes et 132 hommes) à obtenir des cartes d'identité nationales. Ces cartes permettent de franchir les points de contrôle mis en place par les forces de défense et de sécurité nationales et donnent accès à un soutien social. La possession d'une carte contribue également à restaurer la dignité et la confiance vis-à-vis de la communauté d'accueil et des autres personnes déplacées et renforce le sentiment d'appartenance nationale.

Grâce à l'encadrement fourni au cours de 217 réunions hebdomadaires organisées par 6 groupes villageois d'épargne et de crédit, 180 femmes ont gagné en indépendance financière, se sont épanouies et sont devenues plus solidaires les unes des autres.



BURKINA FASO

Protéger les enfants à risque et les enfants victimes d'actes de violence pour aider à prévenir l'extrémisme violent

THÈME(S) :

soutien psychosocial aux enfants et aux survivants d'activités extrémistes violentes

DATES DU PROGRAMME :

janvier 2023 – juin 2025

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

600 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

Association Keoogo

RÉCIPIENDAIRES SECONDAIRES :

Centre pour la qualité du droit et la justice (CQDJ) et Association des jeunes pour le bien-être familial (AJBF)

LIEU(X) :

Arbollé, Bassé, Gompoussom, Gourey, Grand-Samba, Ouahigouya, Kirsi, Téma-Bokin, Tougo, et Yako dans la région Nord ; Djibo, Dori, Gorom-Gorom, et Sebba dans la région du Sahel

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

508 574

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

1

20

L'éducation et d'autres formes de soutien aux enfants en danger et/ou victimes d'actes de violence contribuent à faciliter leur réintégration sociale et à prévenir la radicalisation et l'implication dans les groupes extrémistes violents. Le programme Keoogo vise à renforcer les systèmes de protection de ces enfants grâce à une éducation dispensée par des animateurs de jeunesse, des enseignants et des maîtres coraniques, à la mise en place de canaux formels permettant aux enfants d'exprimer leurs griefs et leurs vulnérabilités, et au soutien apporté au système de protection sociale afin de pouvoir leur fournir des services spécifiques.

Au total, 97 enfants vulnérables (57 filles et 40 garçons) ont été scolarisés. À ce jour, 1 972 enfants sans abri, handicapés ou sans protection (1 284 garçons et 688 filles) – dont 256 élèves d'écoles coraniques – ont acquis des compétences personnelles et sociales au cours de 57 séances éducatives. Ces compétences les aident à gagner en résilience face à des messages et des dynamiques susceptibles de les radicaliser et à se protéger du recrutement. Cinq clubs d'enfants de rue ont été créés et soutenus pour organiser 33 ateliers de sensibilisation et d'autoprotection pour

1 538 enfants (868 garçons et 670 filles). Grâce à leur succès, de nombreux enfants qui ne font pas officiellement partie du programme (en particulier les enfants déplacés à l'intérieur du pays) participent volontairement à ces sessions.

L'un des objectifs à long terme des clubs d'enfants est d'encourager les membres à aider à repérer et à signaler les cas de violence à l'encontre de leurs pairs. À cette fin, deux systèmes permettant aux enfants de formuler leurs griefs ont été mis en place (un dans chaque région).

Trois réseaux communautaires de protection des enfants (RCPE) permettent désormais de repérer et d'orienter les enfants en danger ou les victimes de terrorisme à Djibo, Gorom-Gorom et Sebba. À ce jour, ils ont pu venir en aide à 101 enfants vulnérables (50 filles et 51 garçons). Parmi eux, 18 enfants (7 filles et 11 garçons) présentant des signes de traumatisme psychologique à la suite d'attaques terroristes ont été orientés vers un soutien psychosocial et en ont bénéficié.



Kaoural (paix) – Promouvoir les femmes et les jeunes leaders au sein des mécanismes communautaires de gestion des conflits pour prévenir l’extrémisme violent et la radicalisation dans le Cercle de Mopti

THÈME(S) :

programme intégrant la notion d’égalité entre les sexes afin de pouvoir sensibiliser et autonomiser les femmes et les filles

DATES DU PROGRAMME :

janvier 2023 – décembre 2024

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

600 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

Femmes et Développement (FEDE)

RÉCIPIENDAIRE SECONDAIRE :

Association Sinignèsigui de Walirde

LIEU(X) :

communes de Mopti (y compris Sévaré) ; commune de Sio (y compris Soufouroulaye) ; et Socoura dans le cercle de Mopti, région de Mopti

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

304 661

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

3

Le nombre croissant de doléances quant à la gouvernance et l’affaiblissement de l’État signifient que les groupes d’anciens combattants risquent de remplacer les autorités légitimes en proposant une protection et des services essentiels. Les survivants de la traite des êtres humains et de l’esclavage moderne sont parmi les plus vulnérables à la radicalisation, tout comme les jeunes touchés par le chômage.

Le projet Kaoural vise à encourager les femmes et les jeunes leaders à devenir des moteurs du changement et à promouvoir la paix, la réconciliation et la cohésion sociale en communiquant et en facilitant l’accès aux lieux de prise de décision et au soutien psychosocial destiné aux femmes ayant survécu à l’extrémisme. En 2023, 330 femmes leaders locales ont bénéficié de 15 séances d’accompagnement offertes par le Réseau régional de femmes leaders engagées dans la lutte contre l’extrémisme violent (réseau Musoya Diala ou RRFLE), dont les membres servent également de modèles et de sources d’inspiration. Près de 200 membres du personnel des collectivités locales et dirigeants des communautés locales ont participé à trois séries de 5 tables rondes organisées par les cinq radios partenaires du projet dans les communes cibles. Les tables rondes visaient à créer une dynamique communautaire en faveur de la cohésion sociale et de la paix, notamment par la sensibilisation.

Le projet Kaoural cherche également à améliorer les possibilités de création de revenus pour les femmes et les jeunes et à renforcer leurs compétences. 15 études de cas ont permis aux participants au projet (168 femmes et 60 hommes) de repérer les activités économiquement rentables, et 400 futurs bénéficiaires (300 femmes et 100 jeunes) ont été sélectionnés pour suivre des cours de formation professionnelle appropriés.

Le projet Kaoural offre à 225 femmes déplacées à l’intérieur du pays et ayant survécu à des actes extrémistes violents un forum d’expression et des possibilités de reconstruire leur vie par la mise en place de 15 groupes de discussion et d’un programme récréatif. Les femmes ont subi des violences psychologiques, physiques et morales et sont traumatisées et isolées, sans aucune autre forme de prise en charge. Les groupes leur procurent un espace sûr dans lequel elles peuvent discuter entre elles et surmonter leur traumatisme. Ces groupes ont également eu un effet inattendu

sur les relations entre les personnes déplacées et la population d’accueil, contribuant progressivement à tisser de nouveaux liens entre ces groupes.



NIGER

Programme de prévention de l'extrémisme violent et de promotion de la résilience communautaire (PEV-RC)

THÈME(S) :

générer des moyens d'existence comme vecteurs de création de communautés pacifiques

DATES DU PROGRAMME :

mai 2022 – décembre 2024

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

500 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

Mouvement des jeunes pour le développement et l'éducation citoyenne (MOJEDEC)

RÉCIPIENDAIRES SECONDAIRES :

Cadre de concertation des associations des jeunes de Tillabéri (CCAJ/Ti) ; Groupe d'action pour le développement rural (GADER) ; et groupes de femmes

LIEU(X) :

Tripoint (Burkina Faso-Mali-Niger), notamment le nord-ouest de Tillabéri (Ayérou, Bibiyergou) et le sud-ouest de Tillabéri (Dargol, Gotéye, Torodi, Makalondi).

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

22 634

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

10

22

L'analphabétisme et le manque de perspectives économiques, en particulier pour les femmes et les jeunes, rendent les individus vulnérables au discours extrémiste violent. Le niveau élevé d'insécurité dans la région de Tillabéri fait que les personnes sont plus susceptibles de coopérer avec les groupes extrémistes violents.

Le programme de prévention de l'extrémisme violent et de promotion de la résilience communautaire (PEV-RC) vise à contribuer à la création de conditions favorables à la prévention de l'extrémisme violent, au renforcement de la résilience des communautés, à la réinsertion des personnes qui ont quitté des groupes criminels et extrémistes violents, à la prise en charge des victimes de violations des droits de l'Homme et à une gouvernance locale participative et inclusive.

Le mouvement MOJEDEC a fourni un soutien technique et financier à 1 170 jeunes et femmes en mettant en place 106 activités individuelles ou collectives génératrices de revenus, ainsi qu'un encadrement pour s'assurer qu'elles sont viables et durables.

Il a également organisé la participation de 84 leaders locaux et influents à 15 débats radiophoniques. Leur participation a

contribué à garantir que des personnes de profils variés puissent exprimer leur opinion sur un pied d'égalité et a permis aux communautés de présenter des propositions qui favorisent la coexistence pacifique. Les débats radiophoniques ont favorisé la cohésion sociale et la participation des communautés aux questions de paix et de sécurité, et ont sensibilisé à la prise en compte des besoins et des préoccupations des jeunes, des femmes, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des personnes ayant des besoins particuliers dans la gestion des structures communes visées par le programme.

Dans l'ensemble des communautés cibles, 1 294 personnes (702 hommes et 592 femmes) ont participé à 18 ateliers de sensibilisation sur la prévention de l'extrémisme violent et l'amélioration de la cohésion sociale. Les séances visaient à réduire la stigmatisation des personnes déplacées, des rapatriés, des membres des minorités et des personnes ayant des besoins spéciaux, ainsi que de leurs familles. Elles ont stimulé la confiance et suscité de la solidarité entre les membres de la communauté, les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les autorités. Un cadre de coexistence pacifique a pu voir le jour, destiné à protéger les membres concernés contre l'extrémisme violent.



NIGERIA

Impliquer les jeunes et les femmes en tant qu'agents de cohésion sociale par le biais d'initiatives de renforcement de la résilience et de paix communautaire – programme de compétences professionnelles et d'entrepreneuriat

THÈME(S) :

générer des moyens d'existence pour aider à la (re) construction de communautés pacifiques

DATES DU PROGRAMME :

juillet 2022 à juin 2025

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

999 999 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

NEYIF (North East Youth Initiative for Development – Initiative des jeunes du Nord-Est pour le développement)

RÉCIPIENDAIRE SECONDAIRE :

initiative caritative Al-Yateem

LIEU :

État de Sokoto

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

510 086

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

8

Les 3 principaux facteurs contribuant à l'extrémisme violent au Nigeria sont une confiance limitée dans les autorités, des perspectives socioéconomiques limitées – le chômage et la pauvreté étant particulièrement problématiques chez les jeunes femmes et les jeunes gens – et les conflits religieux. L'État de Sokoto, dans le nord-ouest du pays, a connu une flambée de violence et une menace croissante de la part de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) et de Boko Haram.

L'initiative des jeunes du Nord-Est pour le développement (NEYIF) s'efforce de créer un environnement pacifique dans lequel les femmes et les jeunes participent à la résolution des conflits et des vulnérabilités communautaires, en soutenant les efforts menés localement pour renforcer la résilience des communautés vulnérables à l'infiltration de l'extrémisme violent et aux conflits. Plus précisément, l'organisation soutient les jeunes, les femmes et d'autres personnes vulnérables pour améliorer les moyens d'existence, les revenus et les perspectives économiques, et pour gérer les griefs sous-jacents qui rendent les communautés cibles vulnérables à l'influence des organisations extrémistes violentes et à d'autres conflits.

Le programme NEYIF sur le renforcement des compétences professionnelles et le développement de l'esprit d'entreprise a bénéficié à 120 personnes (80 femmes et 40 hommes) de 18–25 ans. Il peut s'agir de personnes rapatriées dans les communautés, accueillant des rapatriés, ou elles-mêmes déplacées à l'intérieur du pays. Le processus d'identification et de sélection a impliqué la consultation et l'avis des anciens des communautés. En août et septembre 2023, ces bénéficiaires ont été formés à des compétences telles que la couture, la plomberie, la cordonnerie et la menuiserie, par les 12 animateurs qui avaient mis leur boutique à disposition et qui avaient reçu tout le matériel pédagogique nécessaire.

L'activité s'est achevée en octobre 2023, et les participants qui ont terminé le programme recevront une subvention de démarrage d'activité en mars 2024. Les parties prenantes locales ont salué l'initiative comme une approche clé en raison des niveaux de pauvreté dans la région.



NIGERIA

Renforcement du plaidoyer contre l'extrémisme violent (SAVE)

THÈME(S) :

renforcer la résilience face aux effets du climat

DATES DU PROGRAMME :

janvier 2022 à juin 2024

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

1 150 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

Women Environmental Programme (Programme environnemental pour les femmes – WEP)

RÉCIPIENDAIRE SECONDAIRE :

Fondation Murna

LIEU :

État de Katsina

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

510 086

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

8

24

Dans le nord-ouest du Nigeria, les affrontements entre agriculteurs et éleveurs, exacerbés par le changement climatique, ont conduit à des conflits ethno-religieux et à une insécurité alimentaire accrue en raison de l'augmentation du nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et d'une dépossession croissante des terres. Cette situation accroît la vulnérabilité des communautés au recrutement par les groupes extrémistes violents, l'État de Katsina étant l'un de ceux qui connaissent une recrudescence des activités de tels groupes.

Le programme environnemental pour les femmes (WEP) a décidé de proposer une formation sur les pratiques agricoles durables et l'amélioration de la production alimentaire pour atténuer les impacts du changement climatique, en adoptant le modèle des écoles pratiques d'agriculture (Farmer Field School – FFS), une approche éducative participative qui favorise l'apprentissage interactif et le partage des connaissances entre les participants. Pour promouvoir l'agriculture durable et contribuer à la stabilité et à la résilience des communautés, le programme WEP a également mis en place quatre coopératives agricoles qui s'adaptent aux fluctuations climatiques et qui sont dirigées par des femmes et des jeunes.

En avril 2023, 30 experts agricoles de l'État, des collectivités locales

et des communautés (24 hommes et 6 femmes) ont reçu 2 jours de formation sur le changement climatique et l'agriculture durable. 12 des participants ont ensuite partagé ces connaissances avec 800 jeunes et femmes, membres des coopératives agricoles (422 hommes et 378 femmes), au cours d'ateliers de formation de 2 jours, organisés 16 fois sur une période de 6 mois. Certains des sujets abordés concernaient la production d'engrais et de pesticides organiques, la gestion de la biodiversité, le compostage, la gestion de l'eau et l'agroforesterie. Grâce à la formation, les agriculteurs peuvent produire plus de nourriture sur des parcelles plus petites et se nourrir eux-mêmes ainsi que les membres de leur famille. Les bénéficiaires sont également disposés à faire part de ces méthodes à d'autres agriculteurs, ce qui accroît davantage la résilience locale.

En septembre 2023, le programme WEP a organisé une formation de formateurs sur la gouvernance des coopératives et la gestion financière à laquelle ont participé 40 dirigeants de coopératives agricoles (20 femmes et 20 hommes). Ces séances ont considérablement amélioré leurs connaissances (passant de 98 % déclarant avoir un niveau de connaissance très faible à 77 % rapportant un niveau de connaissance très élevé). Les séances de formation étaient très interactives afin d'encourager l'apprentissage par les pairs et le travail en réseau entre les participants.



MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD



TUNISIE

Une réponse coordonnée à la montée de l'extrémisme violent

THÈME(S) :

esprit critique et vigilance en ligne pour prévenir l'extrémisme violent

DATES DU PROGRAMME :

janvier 2022 à décembre 2025

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

999 470 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

We Love Sousse

RÉCIPIENDAIRES SECONDAIRES :

Association ADO+ ; Association tunisienne de développement et formation (ATDeF) ; et Forum de la jeunesse, culture et citoyenneté (FJCC)

LIEU(X) :

gouvernorats de Jendouba, Kasserine, Kef, Sidi Bouzid et du Grand Tunis

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

19 313

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

36

26

Le potentiel de radicalisation en Tunisie reste élevé, avec un attentat contre la synagogue de Ghriba en mai 2023 à Djerba et un citoyen tunisien impliqué dans un attentat en Belgique en octobre 2023. Parmi les problèmes qui y contribuent – en particulier pour les jeunes – on peut citer le chômage et le manque de perspectives durables, une confiance limitée dans les autorités, les difficultés d'accès aux systèmes de soutien social et les sentiments de marginalisation et d'exclusion.

Le consortium partenaire de GCERF – We Love Sousse, Association ADO+, ATDeF et FJCC – travaille à stimuler la cohésion sociale, à renforcer le sentiment d'appartenance parmi les membres de la communauté et à aider les communautés à renforcer l'inclusion.

Le consortium se concentre actuellement sur les jeunes et a créé des Conseils locaux de la jeunesse (CLJ) dans les gouvernorats cibles pour servir d'intermédiaires et faciliter la communication entre les jeunes vulnérables et les autorités locales. Les membres

élus des conseils ont bénéficié d'activités de renforcement des capacités, et le consortium mène désormais des consultations entre les membres des CLJ et d'autres jeunes sur les thèmes de l'autonomisation des jeunes et de la participation civique.

Il a également créé des clubs de la paix pour sensibiliser les étudiants et les éducateurs à la prévention de l'extrémisme violent. Les éducateurs reçoivent une formation pour soutenir les étudiants et animent ensuite des clubs dans les écoles. Ces clubs aident les élèves à prendre leurs responsabilités, à accroître leur autonomie et à renforcer leur résilience face à l'extrémisme violent.



BALKANS OCCIDENTAUX



ALBANIE

Laisser le passé derrière soi – renforcer la résilience à l’extrémisme violent par le soutien et l’éducation

Réhabilitation et réintégration des anciens combattants et de leurs familles

DATES DU PROGRAMME :
juin 2021 à décembre 2024

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :
1 150 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :
Counselling Line for Women and Girls (Service de conseil pour les femmes et les jeunes filles – CLWG)

RÉCIPIENDAIRES SECONDAIRES :
Albanian Helsinki Committee, Interreligious Council of Albania (Conseil interreligieux d’Albanie), Gender Alliance for Development Center (Centre de l’Alliance pour le développement de l’égalité entre les hommes et les femmes) et International Association for Solidarity (Association internationale pour la solidarité)

LIEU(X) :
20 zones à risque à Fier, Scutari, et Tirana

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :
12 134

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :
89 (ex aequo)

Depuis 2020, GCERF a soutenu l’organisation qui assure un service de conseil pour les femmes et les jeunes filles, le CLWG, et d’autres partenaires en vue de fournir des services de réhabilitation et de réintégration aux hommes, aux femmes et aux enfants qui reviennent des conflits en Irak et en Syrie. La plupart des rapatriés se trouvent dans des zones rurales présentant des vulnérabilités socioéconomiques et politiques chroniques.

L’objectif du programme est de changer les opinions et les comportements extrémistes violents des combattants terroristes étrangers de retour dans leur pays d’origine et de leurs familles par le désengagement et le désendoctrinement, tout en proposant une structure de soutien complète pour permettre leur réintégration dans la société et l’élaboration de récits alternatifs. Le CLWG concentre ses efforts sur les femmes et les enfants qui reviennent dans le pays d’origine, sur les membres des familles des individus qui sont partis, sur les communautés qui accueillent les combattants terroristes étrangers de retour dans leur pays d’origine et leurs familles, et sur les personnes emprisonnées pour des crimes liés à l’extrémisme violent.

Le CLWG travaille à la fois en milieu carcéral et dans la communauté, offrant une assistance psychosociale et des conseils familiaux ainsi qu’un emploi et une formation professionnelle en vue de promouvoir la réintégration économique à long terme, et travaillant avec les chefs religieux pour proposer des discours alternatifs à l’extrémisme violent. Le CLWG propose également un soutien psychologique et une formation dans les prisons pour lutter contre la radicalisation.

À la fin de l’année 2023, le CLWG avait organisé 16 ateliers avec des chefs religieux, offrant ainsi des forums essentiels pour le dialogue, l’éducation et la collaboration, et permettant aux chefs religieux d’impliquer les bénéficiaires du projet dans des discussions, d’échanger des idées et d’explorer des moyens de promouvoir la réintégration et le changement positif au sein de leurs communautés. Le CLWG a également organisé 151 séances d’accompagnement parental pour les femmes de combattants terroristes étrangers de retour dans le pays d’origine afin d’assurer la cohésion familiale et de nourrir des relations positives. Le service d’assistance téléphonique du CLWG a répondu à 656 appels. Cette ligne d’assistance téléphonique apporte aux bénéficiaires du programme et aux victimes de violence domestique un soutien psychoémotionnel, des conseils, des ressources et des informations sur les initiatives de prévention/lutte contre l’extrémisme violent et de réhabilitation et de réintégration.

La chaîne YouTube du CLWG constitue une plateforme essentielle pour aborder les questions importantes liées aux droits des femmes et à la religion. Elle permet la diffusion de perspectives progressistes et facilite les discussions visant à promouvoir l’égalité des sexes dans le discours religieux. En s’appuyant sur les médias numériques, la chaîne permet de s’adresser à un public plus large, de susciter le dialogue et de plaider en faveur de changements positifs dans les attitudes et les pratiques entourant les droits des femmes dans les contextes religieux.



BOSNIE-HERZÉGOVINE

Renforcer la communication stratégique et les capacités professionnelles pour gérer le processus de réhabilitation et de réintégration

L'extrémisme violent est étroitement lié au paysage sociopolitique complexe de la Bosnie-Herzégovine, marquée par une histoire récente de conflits, par ses divisions ethniques persistantes et par ses difficultés socioéconomiques. Le pays est également confronté au problème des combattants bosniaques qui ont participé aux conflits en Irak et en Syrie. Beaucoup sont rentrés dans leur pays d'origine, encourageant le risque d'être stigmatisés et isolés.

L'Atlantic Initiative se concentre sur la coordination, la communication stratégique et la sensibilisation du public, en s'appuyant sur les capacités, les réseaux et l'expertise locaux pour garantir un processus de réhabilitation et de réintégration cohérent et efficace. Cette initiative travaille avec divers groupes d'adultes et d'enfants rapatriés et des travailleurs de première ligne, notamment des travailleurs sociaux, des éducateurs et des forces de l'ordre. Elle coordonne les équipes mobiles locales de réhabilitation et de réintégration et renforce les capacités des travailleurs de première ligne par des formations ciblées, en complément d'autres formes de soutien.

À la fin de l'année 2023, 412 personnes ont pu profiter du travail de l'Atlantic Initiative. Les équipes mobiles locales ont organisé des réunions sur le thème de la réhabilitation et de la réintégration pour 103 bénéficiaires, et un total de 82 représentants de la société civile ont reçu une formation sur les processus de réhabilitation et de réintégration.

Les agents pénitentiaires ont participé à des ateliers interactifs organisés par l'Atlantic Initiative sur l'utilisation des procédures opérationnelles standard pour les programmes de préparation à la libération des personnes revenant de zones de conflit et sur l'assistance postpénale dans les communautés locales.

En dernier lieu, l'organisation a aidé le groupe de travail interagences du gouvernement à affiner les textes réglementaires qui concordent avec le protocole national d'action des institutions pour la réhabilitation et la réintégration des rapatriés.

THÈME(S) :
réhabilitation et réintégration des anciens combattants et de leurs familles

DATES DU PROGRAMME :
mars 2022 à décembre 2024

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :
740 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :
L'Atlantic Initiative

LIEU(X) :
cantons de Bosnie centrale, Sarajevo, Tuzla, Una-Sana et Zenica-Doboj

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :
640

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :
89 (ex aequo)



KOSOVO

Communautés résilientes et inclusives

THÈME(S) :
réhabilitation et réintégration des anciens combattants et de leurs familles

DATES DU PROGRAMME :
janvier 2023 – juin 2026

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :
1 450 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :
Advocacy Training and Resource Centre (Centre de formation et de ressources en matière de plaidoyer – ATRC)

RÉCIPIENDAIRES SECONDAIRES :
Balkan Investigative Reporting Network (Réseau de reportage d'investigation dans les Balkans – BIRN), Peer Educators Network (Réseau des éducateurs pairs – PEN) et l'Institut d'études politiques de Prishtina

LIEU(X) :
municipalités de Leposavić, de Mitrovica-Nord, de Skenderaj, de Mitrovica-Sud, de Vushtrri Zvečan, et de Zubin Potok ; municipalités de Lipjan, d'Obiliq, de Podujevo, et de Pristina ; municipalités de Ferizaj, d'Hani i Elezit, et de Kaçanik dans le district de Ferizaj et la municipalité de Viti dans le district de Gjilan

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :
76 773

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :
63

30

Le Kosovo a la population la plus jeune d'Europe, des taux élevés de pauvreté et de chômage, et un contexte post-conflit caractérisé par des tensions politiques et sociales persistantes. Le peuple est divisé et polarisé selon des critères ethniques, religieux et culturels, et se méfie des institutions. Plus de 250 personnes sont revenues au Kosovo à la suite de conflits étrangers.

Le Centre de formation et de ressources en matière de plaidoyer (ARTC) vise à fournir un soutien global et des opportunités aux combattants de retour dans leur pays d'origine et à leurs familles, ainsi qu'à renforcer les moyens et les capacités des communautés locales à déployer des efforts durables en matière de prévention de l'extrémisme violent, de réadaptation et de réintégration.

À la fin de l'année 2023, l'ARTC avait franchi des étapes importantes dans le soutien apporté aux rapatriés et à leurs

familles dans leur parcours de réadaptation et de réintégration. Les séances de soutien psychosocial et spirituel ont permis de répondre aux besoins émotionnels et spirituels de 60 rapatriés et des personnes qui s'occupent d'eux et de faciliter ainsi leur réintégration dans la communauté. Par ailleurs, 79 activités de tutorat et de soutien éducatif axées sur l'autonomisation des rapatriés et de leurs familles leur ont permis de se procurer les ressources et les compétences éducatives nécessaires à leur processus de réintégration. La compréhension interculturelle et la cohésion entre les jeunes d'origines et d'ethnies différentes ont été encouragées au cours des 41 activités pour la jeunesse, y compris l'éducation civile dans les écoles et les visites d'échange. Une enquête sur les intérêts des jeunes ciblés par les programmes en matière de moyens d'existence a fourni des informations précieuses sur leurs aspirations et leurs besoins en vue d'interventions futures.



MACÉDOINE DU NORD

Interventions communautaires – en route vers la résilience et la réintégration communautaire des familles vulnérables

Réhabilitation et réintégration des anciens combattants et de leurs familles

DATES DU PROGRAMME :

juillet 2021 – juin 2024

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

700 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

Macedonian Center for International Cooperation (Centre macédonien pour la coopération internationale – MCIC)

RÉCIPIENDAIRES SECONDAIRES :

Association citoyenne « NEXUS Civil Concept » (NEXUS), Initiative for European Perspective (Initiative pour une perspective européenne – IEP), Association pour l'activisme civique et l'encouragement à la responsabilité sociale (Horizon Civitas), Association pour le développement actif et sain des femmes et des enfants (PLEIADES)

LIEU(X) :

Échelon national ; municipalités d'Aračinovo, de Butel, de Čair, de Gazi Baba, de Saraj et de Studeničani dans la région de Skopje ; municipalité de Kumanovo dans la région du Nord-Est ; municipalité de Tetovo dans la région de Polog

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

8 081

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

89 (ex aequo)

On estime à 100 le nombre de personnes qui sont revenues en Macédoine du Nord après des conflits à l'étranger. La majorité d'entre elles provenaient de la région de Skopje et des municipalités voisines de Tetovo et de Kumanovo, qui connaissent des taux de chômage élevés, et y sont retournées.

Le Centre macédonien pour la coopération internationale (MCIC) adopte une approche holistique pour répondre aux besoins des familles vulnérables, y compris celles dont les membres sont revenus des combats à l'étranger, et pour parvenir à leur réhabilitation et à leur réintégration durables. Il propose une gamme de services visant à améliorer le bien-être général, y compris un soutien psychosocial et un accès facilité au marché du travail. En améliorant les compétences pratiques et l'employabilité, le programme cherche à améliorer le statut socioéconomique des ménages, à renforcer l'estime de soi et, en fin de compte, à accroître la résilience. Le programme plaide également pour une meilleure acceptation des rapatriés et de leurs familles, et promeut activement la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent (notamment en abordant des

questions telles que l'extrémisme d'extrême droite et l'ethno-nationalisme).

À la fin de l'année 2023, 190 actions ont favorisé l'accès aux services sociaux : il s'agit d'actions de plaidoyer et d'initiatives d'assistance allant de l'éducation et du placement professionnel à l'aide sociale. Le programme a également orienté les bénéficiaires vers des psychologues pour une évaluation et un soutien complets, ce qui a permis à 90 femmes et enfants de passer des évaluations de santé mentale et de pouvoir se procurer des médicaments psychiatriques si nécessaire. Sept autres actions ont contribué au bien-être physique des combattants de retour dans leur pays d'origine ou des membres de leur famille.

Le MCIC prépare actuellement le transfert du soutien aux autorités et aux groupes de référence locaux. Ces groupes sont constitués de leaders locaux informels tels que des religieux, des éducateurs, des représentants d'ONG et d'autres acteurs communautaires similaires, qui exercent une autorité et bénéficient de la confiance de leurs communautés.



AIDE À L'INVESTISSEMENT À VENIR

**Subventions signées en 2023
avec un début des activités
en 2024**



TCHAD

Prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans la région du Lac

THÈME(S) :

nouer le dialogue avec les chefs religieux et les communautés ; générer des moyens d'existence pour aider à la (re)construction des communautés pacifiques

DATES DU PROGRAMME :

janvier 2024 – décembre 2026

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

855 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

Ligue tchadienne des droits de l'Homme (LTDH)

RÉCIPIENDAIRES SECONDAIRES :

- **ATAHS** - Agence technique pour l'action humanitaire et sociale
 - **ATPDH** - Association tchadienne pour la promotion et la défense des droits de l'Homme
 - **LTDH** - Ligue tchadienne des droits de l'Homme
-

LIEU(X) :

province du Lac : Bagassola ; Bol ; Doum-Doum ; Kouloudia ; Liwa

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

21

Le bassin du lac Tchad est situé à la frontière entre le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria et a toujours été l'une des zones les plus vulnérables du Tchad. Boko Haram a étendu son champ d'action au Tchad en 2015. Depuis, les pertes en vies humaines, les attentats suicides, les enlèvements et les déplacements massifs de population dans le bassin du lac Tchad se sont multipliés. La région du Lac souffre également d'un manque de perspectives socioéconomiques et d'accès aux services sociaux, éducatifs et sanitaires de base, les jeunes en particulier étant souvent victimes de la pauvreté, de la marginalisation, du chômage et du sous-emploi, ainsi que d'un manque de compétences. Cela les rend vulnérables au recrutement par les groupes extrémistes violents.

La Ligue tchadienne des droits de l'Homme (LTDH) et ses récipiendaires secondaires cibleront les jeunes (de 15 à 25 ans) et les leaders des organisations de jeunesse, les femmes et les leaders des organisations féminines, les chefs traditionnels et religieux et les membres des comités de gestion des conflits et de vigilance, et les autorités locales. Ils ont pour objectif d'améliorer les conditions socioéconomiques des populations vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, en cartographiant les opportunités potentielles dans différents secteurs d'emploi et en proposant : un renforcement des capacités et des compétences professionnelles et

entrepreneuriales, des trousseaux d'installation et d'aide à l'insertion professionnelle, et un accompagnement.

Le programme soutiendra également l'implication des jeunes et des femmes dans la gestion des affaires communautaires. Il renforcera la capacité des communautés à gérer les biens communautaires, à établir des plans de développement communautaire et à organiser des assemblées générales inclusives.

Afin d'accroître la participation, la confiance, la tolérance et la cohésion sociale parmi les membres de la communauté (y compris les personnes qui ont été démobilisées), la LTDH organisera des formations sur la prévention de l'extrémisme violent destinées aux parties prenantes (notamment les chefs religieux, les dirigeants communautaires et les autorités locales), renforcera les mécanismes de dialogue inter et intra-communautaire et organisera des ateliers de sensibilisation communautaire, et soutiendra les actions citoyennes pour sensibiliser à la prévention de l'extrémisme violent et à la lutte contre la radicalisation. Les textes juridiques et politiques pertinents seront diffusés dans les langues locales afin d'accroître les connaissances et la confiance dans le système juridique.



GHANA

Renforcer la résilience contre l'extrémisme violent (Building Resilience Against Violent Extremism – BRAVE) dans les communautés vulnérables

THÈME(S) :

générer des moyens d'existence pour aider à la (re) construction de communautés pacifiques

DATES DU PROGRAMME :

décembre 2023 – novembre 2024

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

350 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

Fondation Star-Ghana

LIEU(X) :

districts de Binduri, de Garu, et de Sissala

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

S.O. en 2023

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

89 (ex aequo)

Le programme d'urgence BRAVE (Pour le renforcement de la résilience contre l'extrémisme violent) promouvra des approches préventives de la radicalisation et de l'extrémisme violent, en mettant particulièrement l'accent sur les tensions croissantes entre les réfugiés burkinabés et les communautés d'accueil, et fournira aux jeunes une culture numérique et des compétences en matière d'esprit critique. Le programme BRAVE sera mis en œuvre dans le nord du Ghana, qui est confronté à des difficultés socioéconomiques, aux répercussions d'une dynamique sécuritaire plus large dans la région et qui accueille des dizaines de milliers de réfugiés. Les attaques extrémistes violentes au Sahel, et notamment au Burkina Faso, pays frontalier, ont aggravé la situation sécuritaire et entraîné un afflux de réfugiés dans le nord du Ghana. Cette situation a renforcé les inquiétudes concernant une éventuelle infiltration des extrémistes violents et exacerbé les tensions avec les communautés locales au sujet des ressources et des services sociaux, autant d'éléments qui pourraient conduire à une forme de radicalisation.

Le programme BRAVE vise à renforcer la résilience contre l'extrémisme violent en s'attaquant à la marginalisation socioéconomique et à la radicalisation en ligne par le biais d'initiatives qui rassemblent les groupes antagonistes dans les communautés cibles, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes.

Le programme BRAVE renforcera la résilience économique de 200 femmes vulnérables issues des communautés de réfugiés et

d'accueil qui s'occupent seules de leurs enfants et ne reçoivent aucune autre aide, en renforçant leur capacité à subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Une évaluation rapide des besoins permettra d'évaluer la demande de compétences dans les communautés cibles, et la fondation Star-Ghana collaborera ensuite avec les prestataires de services locaux pour offrir aux femmes une formation professionnelle et un financement de départ afin qu'elles puissent monter leur petite entreprise. Un système de fonds renouvelable sera mis en place pour augmenter le capital des micro-entreprises de femmes. Les bénéficiaires profiteront d'un encadrement continu pour assurer la pérennité des activités génératrices de revenus. En apportant un soutien économique aux communautés d'accueil et de réfugiés et en les sensibilisant, le programme contribuera à lutter contre la discrimination et la marginalisation et réduira ainsi la vulnérabilité à la radicalisation et au recrutement.

Le programme BRAVE vise également à renforcer les capacités de réflexion critique et le sentiment d'utilité chez 600 jeunes issus des communautés d'accueil et de réfugiés, notamment par le biais d'une formation à la culture numérique afin de leur donner les moyens de faire le tri dans les informations numériques consultées. Star-Ghana créera trois clubs numériques pour les communautés d'accueil et les jeunes réfugiés. Ces clubs auront pour objectif de renforcer la cohésion sociale et d'aborder la question des différences identitaires religieuses et ethniques, une problématique habituellement instrumentalisée par les extrémistes violents.



INDONÉSIE

Est devenu un pays partenaire de GCERF en 2023, avec l'élaboration de la stratégie, l'allocation des fonds et l'activité du programme à venir

THÈME(S) :

alphabétisation numérique ; réintégration communautaire ; moyens d'existence

DATES DU PROGRAMME :

septembre 2024 à décembre 2027

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

à venir

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

à venir

LIEU(X) :

Province de Nusa Tenggara occidentale, province de Sulawesi central, Jakarta et Sumatra

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

S.O., les programmes débutent en 2024

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

31

Suite à des accords initiaux en août 2023, GCERF a commencé à collaborer avec des partenaires indonésiens pour mettre au point une stratégie d'investissement dans des programmes financés par des subventions et axés sur la prévention de l'extrémisme violent.

Alors que son classement GTI (31) place l'Indonésie parmi les pays où l'impact du terrorisme est considéré comme faible, certains types d'extrémisme violent ont persisté depuis le début des années 2000, notamment le terrorisme international, un mouvement islamiste militant multigénérationnel et des Indonésiens qui se battent à l'étranger.

Les connaissances actuelles du secteur de la sécurité indiquent que les groupes extrémistes violents affiliés à Al-Qaïda et à ISIL/Daesh restent actifs en matière de recrutement, de collecte de fonds et de diffusion de discours extrémistes. En outre, il semblerait que la Jamaah Islamiyah (JI) soit entrée dans une phase de reconstruction en vue d'une éventuelle campagne de djihad armé visant à établir par la force un État islamique indonésien .

Des Indonésiens ont également rejoint les rangs des combattants terroristes islamistes étrangers : Entre 2014 et 2017, des centaines d'Indonésiens ont répondu à l'appel de l'État islamique d'Irak et du Levant (ISIL) pour rejoindre les activités extrémistes en Irak et en Syrie. Actuellement, des femmes et des enfants indonésiens sont également connus pour faire partie des ressortissants détenus dans les camps syriens.

En réponse à ces facteurs, le gouvernement indonésien travaille sur la déradicalisation et la lutte contre le terrorisme depuis de nombreuses années et des résultats significatifs ont été obtenus. La loi antiterroriste de 2018 (loi n° 5) a été révisée pour s'appliquer aux personnes qui participent à un entraînement militaire dans le pays ou à l'étranger dans l'intention de commettre des actes terroristes. Pour assurer le suivi de la loi et renforcer la prévention et la réponse, le président Joko «Jokowi» Widodo a signé le règlement présidentiel numéro 7 de 2021 sur le plan d'action national (PAN) jusqu'en 2024 pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent qui mène au terrorisme.

Depuis 2020, le ministre de coordination a adopté un décret portant création d'un groupe de travail pour le traitement des

combattants terroristes étrangers indonésiens et, en 2023, le groupe de travail a été modifiée en groupe de travail pour le traitement des citoyens indonésiens à l'étranger associés à des combattants terroristes étrangers. Sa tâche principale est de préparer les étapes de l'opération couvrant «avant, pendant et après la frontière», ce qui inclut les efforts de réhabilitation et de réintégration sociale pour les combattants terroristes étrangers et les membres de leur famille. Le groupe de travail est présidée par le chef du BNPT et ses membres sont issus de 15 ministères/agences. Toutefois, à ce jour, aucun Indonésien n'a été rapatrié des deux camps situés dans le nord-est de la Syrie.



1. **Résilience et réintégration des communautés : Autonomisation des rapatriés du nord-est de la Syrie et des jeunes vulnérables d'Irak grâce à Aid Gate Organisation (AGO)**
2. **TAZEEZ زي زعت (Consolider) avec la fondation « Ashor for Relief and Development » (Fondation irakienne pour l'aide et le développement – ARD)**
3. **United Voices : Soutenir les communautés contre l'extrémisme violent à Ninive, Basra et Kirkouk.**

THÈME(S) :

réhabilitation et réintégration des anciens combattants et de leurs familles ; générer des moyens d'existence pour aider à la (re)construction des communautés pacifiques ; renforcement des capacités des organisations de la société civile

DATES DU PROGRAMME :

janvier 2024 – décembre 2026

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

3 000 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRES PRINCIPAUX (RP) :

Aid Gate Organization (AGO), Ashor for Relief and Development (ARD), Y-Peer for Youth Development (Y-Peer)

** Grants signed in 2023; grant activity beginning in 2024

En 2023, alors que l'État islamique en Irak et en Syrie (EIIS) voyait son influence s'amenuiser dans le pays, l'Irak a quitté le top 10 des pays les plus touchés par le terrorisme et a enregistré la quatrième plus forte diminution du nombre de décès dus au terrorisme dans le monde (2022–2023). Il est essentiel d'investir dans la prévention pour maintenir cette tendance. Les facteurs de radicalisation comprennent la rivalité pour l'accès aux ressources, les effets de la guerre sur l'économie et la société, les dynamiques sectaires et ethniques et la perte des moyens d'existence causée par le changement climatique.

Les 3 programmes mis en place en Irak soutiendront la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent, en mettant l'accent sur la perte des moyens d'existence causée par le changement climatique au sein des populations déplacées. Ils contribueront également à la réhabilitation et à la réintégration des personnes vulnérables à la radicalisation et au recrutement, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les personnes revenant du nord-est de la Syrie, notamment en renforçant la confiance, la tolérance et la cohésion sociale au sein de la communauté et en accroissant la résilience économique.

RÉCIPIENDAIRES SECONDAIRES (RS):

- **Y-Peer collabore avec** Platform Center for Sustainable Development (plateforme centrale pour le développement durable) et With Me Organization (organisation Avec moi)
- **Ashor collabore avec l'organisation** Bent Al-Rafedain Organization (BROB) et la fondation pour le développement durable Hebaa Foundation for Sustainable Development (HFSD)
- **Aid Gate Organisation collabore avec l'organisation** Dream Organization et la fondation Human Line Foundation (HLF).

LIEU(X) :

provinces d'Anbar, de Bagdad, de Babylone, de Basra, de Diyala, de Kirkouk, de Ninive, de Salah al-Din

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

11

Plus précisément, la Fondation irakienne pour l'aide et le développement (ARD) encouragera la production de connaissances sur l'extrémisme violent et la prévention et partagera les connaissances entre les parties prenantes de la société civile, de l'éducation et du gouvernement ; renforcera les capacités techniques des organisations locales de la société civile ; soutiendra les moyens d'existence des jeunes et des femmes dans les zones touchées par la violence et/ou le changement climatique en améliorant les compétences et les possibilités offertes par le marché ; et renforcera la capacité d'acceptation de la communauté lors du retour des personnes en provenance de Syrie.

L'organisation Aid Gate (AGO) renforcera la capacité des rapatriés à (ré)intégrer les communautés ; améliorera la cohésion sociale et l'acceptation des rapatriés par les communautés ; et soutiendra l'action des jeunes et des acteurs communautaires en matière de prévention de l'extrémisme violent et de réintégration.

L'organisation Y-Peer renforcera la coordination et l'engagement des principales parties prenantes gouvernementales et non étatiques dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent propice au terrorisme et des plans d'action au niveau des gouvernorats. L'organisation renforcera également les capacités et les connaissances en matière de prévention de l'extrémisme violent parmi les organisations locales dirigées par des jeunes et des femmes, les acteurs gouvernementaux locaux et les dirigeants communautaires influents.



KIRGHIZISTAN

Est devenu un pays partenaire de GCERF en 2023, l'allocation des fonds de subvention et l'activité du programme sont à venir

La radicalisation au Kirghizistan est profondément influencée par les conditions socioéconomiques du pays, les mécanismes d'assistance sociale, sa proximité avec le Tadjikistan et la dynamique religieuse. Au moins 850 Kirghizes sont partis participer à des conflits armés en tant que membres de groupes extrémistes violents en Afghanistan, en Irak, en Syrie et d'autres pays. Beaucoup reviennent maintenant avec l'aide du gouvernement et auront besoin – tout comme les personnes libérées des prisons nationales après avoir été accusées d'extrémisme et de terrorisme – d'un soutien à long terme en matière de réhabilitation et de réintégration.

GCERF pose les jalons d'un investissement initial de quatre ans dans le pays. Il soutiendra les organisations locales de la société civile (OSC) pour mettre en œuvre des interventions de réhabilitation et de réintégration et des interventions complémentaires de prévention de l'extrémisme violent, y compris par le renforcement des capacités pour assurer la durabilité de leur travail au-delà de l'engagement de GCERF. L'un de nos principaux objectifs sera de travailler avec les écoles où les enfants retournent et de préparer un environnement favorable dans les communautés pour un retour, une réhabilitation et une réintégration durables.

Ce travail permettra la réhabilitation et la réintégration des personnes revenant d'Irak et du nord-est de la Syrie (avec un

accent particulier sur les femmes et les enfants). GCERF prévoit des subventions de soutien à l'avenir pour les personnes sortant de prison afin qu'elles se réadaptent à la vie quotidienne, notamment par la resocialisation (processus par lequel une personne apprend de nouvelles normes, valeurs et pratiques qui favorisent sa transition d'un rôle social à un autre).

Le travail de prévention de l'extrémisme violent dans les communautés à risque fournira des services indispensables pour promouvoir la cohésion sociale et un accès plus équitable aux opportunités économiques et sociales. Cela contribuera à créer un environnement favorable qui, à son tour, réduira la stigmatisation et préviendra la radicalisation et les nouveaux départs, en particulier parmi les enfants et les jeunes vulnérables dans les communautés de retour.

Enfin, ceux qui travaillent avec les rapatriés et les communautés – les travailleurs de première ligne (y compris les psychologues, les travailleurs sociaux, le personnel pénitentiaire et le personnel éducatif) et les autorités locales et nationales – recevront un soutien au renforcement des capacités pour assurer une réhabilitation et une réintégration durables. Les rapatriés, les personnes libérées de prison et les personnes qui sont directement en contact avec eux recevront également un soutien psychosocial.

DATES DU PROGRAMME :
2024-2027

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :
2 millions de dollars US en 2024

RÉCIPIENDAIRE(S) PRINCIPAL(AUX) :
2 subventions en cours d'élaboration et dont la signature est attendue pour le mois de juin 2024

RÉCIPIENDAIRE(S) SECONDAIRE(S) :
à déterminer

LIEU(X) :
régions de Tchouï, d'Issyk-Koul, de Djalalabad, et d'Och

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :
S.O., les programmes débutent en 2024

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :
89 (ex aequo)



MAURITANIE

Actions citoyennes pour la paix (ACP)

THÈME(S) :

nouer le dialogue avec les chefs religieux et les communautés ; générer des moyens d'existence pour aider à la (re)construction des communautés pacifiques

DATES DU PROGRAMME :

janvier 2024 – décembre 2025

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

610 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRE PRINCIPAL :

Initiatives pour le développement (ID)

RÉCIPIENDAIRES SECONDAIRES :

Réseau régional des associations de jeunes (RERAJ), Association mauritanienne de développement de recherche et de suivi (ADRES) et Association mauritanienne pour la promotion de l'éducation des filles (AMPEF)

LIEU(X) :

communes d'Awoynatt, de Bouilly, de Lahraj, d'Ould Yengé, et de Tektake communes dans le département d'Ould Yengé (*moughataa*), région de Guidimakha (*wilaya*) ; communes de Baidiam, de Khabou, et de Souvi dans le département de Khabou, région de Guidimakha.

NOMBRE DE PERSONNES COUVERTES DIRECTEMENT :

Activité du programme débutant en 2024

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

89 (ex aequo)

En Mauritanie, les jeunes n'ont pas suffisamment accès à l'éducation, à la santé, aux loisirs, à la formation professionnelle, à l'emploi et à l'équité de genre. Comme d'autres personnes marginalisées, ils se sentent exclus et entretiennent des relations tendues avec les autorités, les manifestations étant souvent réprimées. Les élections locales et régionales de 2023 ont exacerbé les tensions culturelles, raciales, ethniques et tribales. Dans la région de Guidimakha, les conséquences de l'esclavage alimentent les conflits fonciers et religieux, et de nombreuses personnes ne sont pas inscrites à l'état civil, ce qui limite leur participation et leur accès aux services. Tous ces facteurs, associés à une pauvreté généralisée, sont à l'origine de l'extrémisme violent qui gangrène la région.

Le projet Action citoyenne pour la paix (ACP) prévoit de mettre en œuvre des activités visant à améliorer l'accès aux opportunités et la participation des jeunes, et à renforcer la cohésion sociale. Celles-ci cibleront les jeunes (15–17 ans) dans les environnements scolaires formels et non formels, les jeunes adultes (18–25 ans) et les chefs de famille vivant dans la pauvreté, les chefs religieux et les dirigeants communautaires, les autorités locales et les élus.

Le programme aura pour objectif de renforcer l'intégration professionnelle, les carrières et le développement personnel, la formation aux compétences de vie, et proposera un parrainage (mentorat) et un accompagnement pour les jeunes. Il établira également un mécanisme de financement et de soutien pour les jeunes et proposera une formation aux parties prenantes visant à les aider à adopter des approches inclusives lorsqu'elles désirent offrir des opportunités aux jeunes.

Le projet ACP organisera des réunions intergénérationnelles de résolution des conflits et d'échange d'expériences, rédigera des récits et des messages pour lutter contre les discours de haine, et formera les parties prenantes influentes aux discours de haine et à la prévention de l'extrémisme violent. Il organisera des forums d'affaires intra et intercommunautaires à grande échelle, ainsi que des tables rondes, des conférences et des concerts de rap, parallèlement aux manifestations culturelles, religieuses et sportives traditionnelles, afin de promouvoir une culture de la paix.

Enfin, le programme mènera des campagnes pour faciliter l'accès aux documents d'identité civile, aider les populations cibles à s'enregistrer et mettre en place un mécanisme de consultation entre les communautés et les autorités politiques.



MOZAMBIQUE

Générer des moyens d'existence et une cohésion sociale pour (re)construire des communautés pacifiques

DATES DU PROGRAMME :

janvier 2024 – décembre 2026

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

2,5 millions de dollars US

RÉCIPIENDAIRES PRINCIPAUX (RP) :

- ActionAid Mozambique
- Associação d'appui et d'assistance juridique aux communautés (AAAJC)
- Fondation MASC (Mécanisme de soutien à la société civile)

RÉCIPIENDAIRES SECONDAIRES (RS) :

- ASSOCIAÇÃO ASSANA (Association Assana)
- Conselho Cristão de Moçambique – Delegação de Cabo delgado (Conseil chrétien du Mozambique – Délégation de Cabo delgado – CCM – CD)
- Associação Para o Desenvolvimento Sustentável (Association pour le développement durable – OLIPA – ODES)
- União das Cooperativas Agro-Pecuaris do Distrito de Lichinga (Union des coopératives agricoles du district de Lichinga – UCA)
- Fórum das organizações Femininas do Niassa (Forum des organisations de femmes de Niassa – FOFeN)
- Associação de Desenvolvimento Comunitario Mukhaleiro (Association de développement communautaire de Mukhaleiro – Mukhalihero)
- Associação Multisectorial para o Desenvolvimento Sustentavel (Association multisectorielle pour le développement durable – AMULTSDS)
- Centro de Promoção à Cidadania (Centre de promotion de la citoyenneté – CEPKI)

LIEU(X) :

provinces septentrionales de Cabo Delgado, de Nampula, et de Niassa

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

15

Le conflit dans la province de Cabo Delgado a éclaté en 2017 et s'est depuis étendu aux provinces voisines du nord du pays. Si des progrès militaires ont été réalisés pour arrêter les groupes extrémistes violents, les interventions de prévention de l'extrémisme violent sont limitées dans les provinces de Cabo Delgado, de Nampula et de Niassa. L'extrémisme violent est un phénomène relativement nouveau au Mozambique, et de nombreuses parties prenantes entament à peine les discussions sur les programmes de prévention de l'extrémisme violent.

Les trois consortiums travailleront à soutenir la résilience des communautés du nord du Mozambique face aux groupes extrémistes violents en renforçant la cohésion sociale et en proposant des alternatives économiques.

Les interventions renforceront la cohésion sociale et l'inclusion dans les communautés touchées par l'extrémisme violent. Ils fourniront également des alternatives économiques aux enfants et aux jeunes de 15 à 35 ans afin de prévenir leur recrutement et leur radicalisation et de promouvoir leur participation aux processus décisionnels.



YÉMEN

Soutenir la réhabilitation et la réintégration communautaire des enfants ayant appartenu à des groupes armés et des jeunes soldats

THÈME(S) :

réhabilitation et réintégration des anciens combattants et de leurs familles ; engagement avec les chefs religieux et les communautés ; générer des moyens d'existence pour aider à la (re)construction de communautés pacifiques

DATES DU PROGRAMME :

janvier 2024 – décembre 2026

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT :

2 000 000 dollars US

RÉCIPIENDAIRES PRINCIPAUX :

organisations Deem for Development et Resonate! Yémen

RÉCIPIENDAIRES SECONDAIRES :

- **Deem for Development collabore** avec la fondation ESTIJABAH pour l'aide et les secours humanitaires (ESTIJABAH) et la fondation Qatarat pour le développement (Qatarat)
- **Resonate! Yémen collabore** avec la fondation pour le développement Martyr Bin Habrish (BHF), la fondation Psychiatric Care Development (Développement de soins psychiatriques – PCF) et la fondation Afaq Shababia (ASF)

LIEU(X) :

gouvernorats d'Aden, d'Al-Dhale, d'Hadramaut, de Taïz, de Lahj, d'Abyan et de Ma'rib.

CLASSEMENT GTI 2023 DU PAYS :

23

40

Le Yémen entame le long processus de transition après des années de guerre civile et d'urgence humanitaire, avec un cessez-le-feu officiel entre les Houthis et le Gouvernement internationalement reconnu du Yémen, qui se prolonge jusqu'en 2023. Cet état de fait a suivi la fin de la trêve négociée par les Nations Unies en octobre 2022 qui incluait la libération de près de 900 prisonniers de guerre des deux camps en avril 2023.

Toutefois, un retour à la normale prendra du temps et les attentes doivent être gérées pendant la transition de l'urgence humanitaire vers les efforts de stabilisation. Les principaux facteurs contribuant à l'extrémisme violent au Yémen sont la violence persistante, le terrorisme, la dynamique régionale, la situation économique, les différentes interprétations du dogme religieux et le recrutement d'enfants par toutes les parties belligérantes.

Les organisations Deem for Development et Resonate! Yémen et leurs bénéficiaires secondaires adopteront une approche holistique pour soutenir la réhabilitation et l'intégration des enfants et des jeunes qui se désinvestissent des groupes armés non étatiques. Elles soutiendront la capacité du personnel des centres de réadaptation et des établissements d'enseignement formel et informel à fournir des services de réadaptation complets aux enfants et aux jeunes. Elles aideront les enfants et les jeunes à reprendre confiance et leur fourniront des ressources, des compétences et des opportunités sur le marché du travail pour les dissuader de rejoindre des groupes armés non étatiques. Elles œuvreront également avec les communautés pour renforcer les connaissances et l'acceptation au fur et à mesure de la réintégration des enfants et des jeunes. Leur objectif sera de soutenir l'intégration des enfants dans les institutions d'éducation formelle et semi-formelle tout en se rapprochant des enfants à risque et vulnérables dans les communautés de retour.



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ
قَالَ هَذَا سِتْرٌ جَدُّ أَبِي حَسَنٍ
تَغْرِيْبُ الْجَوْدِ لِلنَّاسِ
(وَضِعَايَا) إِخْرَافٌ عَلَى حَرْفٍ مِنْ مَخْرَجِهِ مَعَ رَفْعِهِ عَلَى
وَقَدْ دُنِيَ الشَّرَّاءُ أَيَّامَهُمْ
حَقِّقْهُ وَنَسِجْهُ
وَالْإِسْتِنَارُ وَالْإِسْتِنَارُ
وَلَوْ بَدَّضَ
عَمَّا إِسْتِنَارَ
لَقَدْ



4 AFFAIRES EXTÉRIEURES



Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF) : 13^e réunion ministérielle

L'une des trois institutions inspirées par le Forum mondial de lutte contre le terrorisme, GCERF, a participé à la 13^e réunion ministérielle du Forum, qui s'est tenue le 20 septembre 2023 à New York. Dans son discours d'ouverture, Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/ vice-président de la Commission européenne, a reconnu que GCERF et ses institutions sœurs étaient des « instruments clés pour les actions de prévention et de lutte contre le terrorisme [et l'extrémisme violent] dans le monde entier ».

Les 3 institutions sœurs – GCERF, Hedayah et l'Institut international pour la justice et l'État de droit (IIJ) – ont coorganisé un [événement parallèle](#) sur les « femmes comme facteurs de paix et l'innovation dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent ». Cet événement a eu lieu le 19 septembre 2023 et a été organisé par les coprésidents du Forum mondial de lutte contre le terrorisme, représentés par M. Borrell et S.E. Sameh Shoukry, ministre des Affaires étrangères de l'Égypte. Les coprésidents ont rappelé que la promotion de la participation des femmes et des politiques sensibles aux questions de genre dans la réponse au terrorisme et à l'extrémisme violent est une priorité stratégique du GCTF, comme le montre une [vidéo](#) réalisée pour l'événement, et ils ont souligné l'importance de la coopération avec GCERF et d'autres institutions inspirées par le Forum mondial de lutte contre le terrorisme. Au cours de l'événement, M. Khalid Koser, directeur exécutif de GCERF, s'est engagé à ce que d'ici 2025, au moins 40 % des bénéficiaires de GCERF soient des organisations dirigées par des femmes ou des jeunes.

Présentation des recommandations du Forum mondial de lutte contre le terrorisme pour le financement et la mise en œuvre de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent au niveau communautaire

Le Forum mondial de lutte contre le terrorisme a publié des [Recommandations pour le financement et la mise en œuvre de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent au niveau communautaire](#) qui ont été officiellement présentées

lors d'un autre événement parallèle en marge du 22^e Comité de coordination et de la 13^e réunion ministérielle. Elles ont été élaborées par GCERF, agissant pour la première fois en tant que partenaire de mise en œuvre du Forum mondial de lutte contre le terrorisme, pour l'[Initiative 2021–2023 sur le financement et la mise en œuvre de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent au niveau communautaire](#), sous l'égide du Groupe de travail de lutte contre l'extrémisme violent du Forum mondial de lutte contre le terrorisme coprésidé par les gouvernements de l'Australie et de l'Indonésie.

L'initiative avait pour objectif de trouver des solutions pour surmonter les obstacles au financement des interventions de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent au niveau communautaire. En tant que partenaire de mise en œuvre, GCERF a facilité les discussions sur l'investissement au niveau des acteurs, des cadres et des programmes locaux pour permettre ces interventions. GCERF a organisé 6 ateliers auxquels ont assisté 300 participants représentant un large éventail de parties prenantes, notamment des gouvernements nationaux et locaux, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, la société civile locale et des organisations communautaires, des groupes de réflexion, des universitaires et le secteur privé.

L'Initiative a permis de recueillir et de confronter les nombreuses expériences partagées par les parties prenantes lors des ateliers, dans le but de répertorier les bonnes pratiques émergentes et d'élaborer des orientations et des recommandations concrètes sur l'investissement au niveau des acteurs, des cadres et des programmes locaux.

Changement climatique et extrémisme violent

GCERF, le gouvernement de l'Irak et l'Université de Coventry ont coorganisé un événement en marge de la 78^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulé « Changement climatique et extrémisme violent : causes, conséquences et solutions » (20 septembre 2023). L'événement a été marqué par des interventions des communautés affectées, ainsi que par une table ronde qui a permis de recueillir les points de vue des universitaires, des politiques et des praticiens sur la relation entre le changement climatique et l'extrémisme violent.

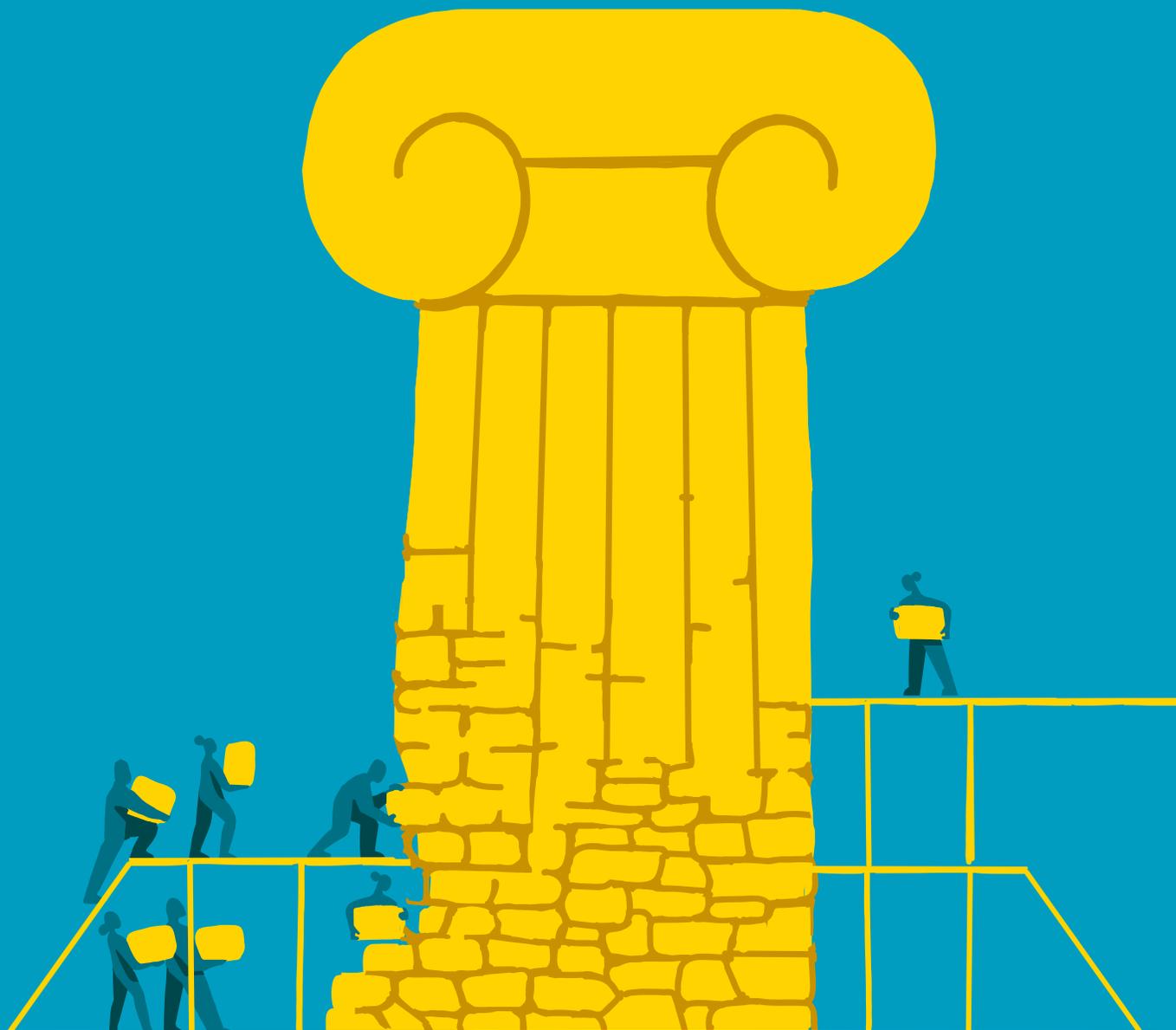
Carol Bellamy Fellowship (CBLA)

En avril 2023, GCERF a lancé le deuxième cycle du [Prix Carol Bellamy pour le leadership](#) (Carol Bellamy Leadership Award – CBLA) (anciennement appelé « Carol Bellamy Fellowship », bourse Carol Bellamy en français). Carol Bellamy a été la première présidente et la fondatrice du Conseil de Fondation de GCERF, et défend ardemment l'émancipation des femmes. Le prix qui porte son nom soutient les petites organisations locales et communautaires dirigées par des femmes et d'autres personnes travaillant à l'autonomisation des femmes dans le domaine de la prévention de l'extrémisme violent dans les pays partenaires de GCERF.

Grâce à ce prix, GCERF a pu récompenser à hauteur de 2 000 francs suisses 10 organisations situées au Bangladesh, en Irak, au Kenya, au Kosovo, au Mali et en Somalie. GCERF fournit également aux bénéficiaires un soutien pour le suivi, l'évaluation et l'apprentissage et les met en relation avec des réseaux virtuels grâce auxquels ils peuvent établir des liens et partager les meilleures pratiques.



5 GOUVERNANCE



CONSEIL DE FONDATION DE GCERF

Le Conseil de Fondation est l'organe décisionnel de GCERF. Ses responsabilités comprennent l'orientation stratégique de GCERF, la promotion des principes et des activités de GCERF et la mobilisation des bailleurs de fonds en faveur de la mission de GCERF. Les 2 réunions du Conseil en 2023 se sont tenues à Tunis, en Tunisie (13–15 juin) et à Genève, en Suisse (29–30 novembre).

La réunion qui s'est tenue en Tunisie a été marquée par le premier séminaire du Conseil de GCERF, ainsi que par des visites sur le terrain dans le nord-est de la Tunisie organisées par 3 bénéficiaires : le Forum El Jahedh (FEJ), We Love Sousse (WLS) et Friguia For Strategies. Au cours de ces visites, les membres du Conseil de Fondation ont pu constater l'impact de l'investissement de GCERF dans les efforts des bénéficiaires pour renforcer les capacités des travailleurs de première ligne, accroître la participation des jeunes à la prise de décision publique et proposer des alternatives à la criminalité et à la radicalisation aux enfants et aux jeunes.

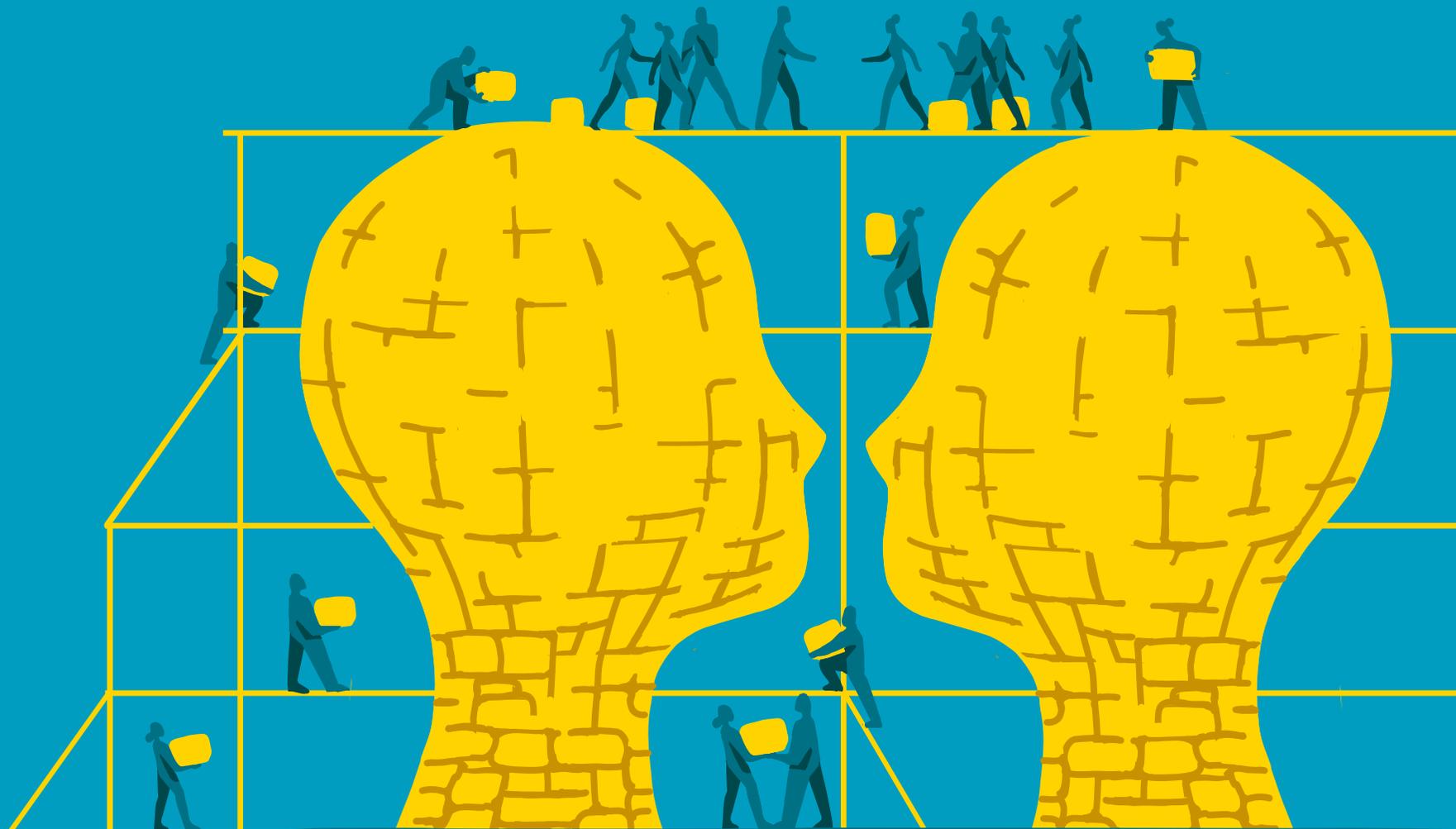
En 2023, le Conseil a pris 27 décisions sur des questions fondamentales pour l'évolution et le travail de GCERF, notamment : la prolongation des mandats du directeur exécutif et du président du Conseil de Fondation ; l'approbation de nouvelles circonscriptions au sein du Conseil de Fondation et de stratégies d'investissement par pays ; et l'extension de l'aide à l'investissement à de nouveaux pays partenaires : le Ghana, l'Indonésie, l'Irak, le Kirghizistan et le Yémen. Toutes les décisions du Conseil de Fondation sont publiées sur le site Internet de GCERF.

La liste des membres du Conseil de Fondation figure à l'annexe 1.

La liste des membres du Comité d'experts indépendants figure à l'annexe 2.



6 PERSONNEL ET CULTURE DE GCERF



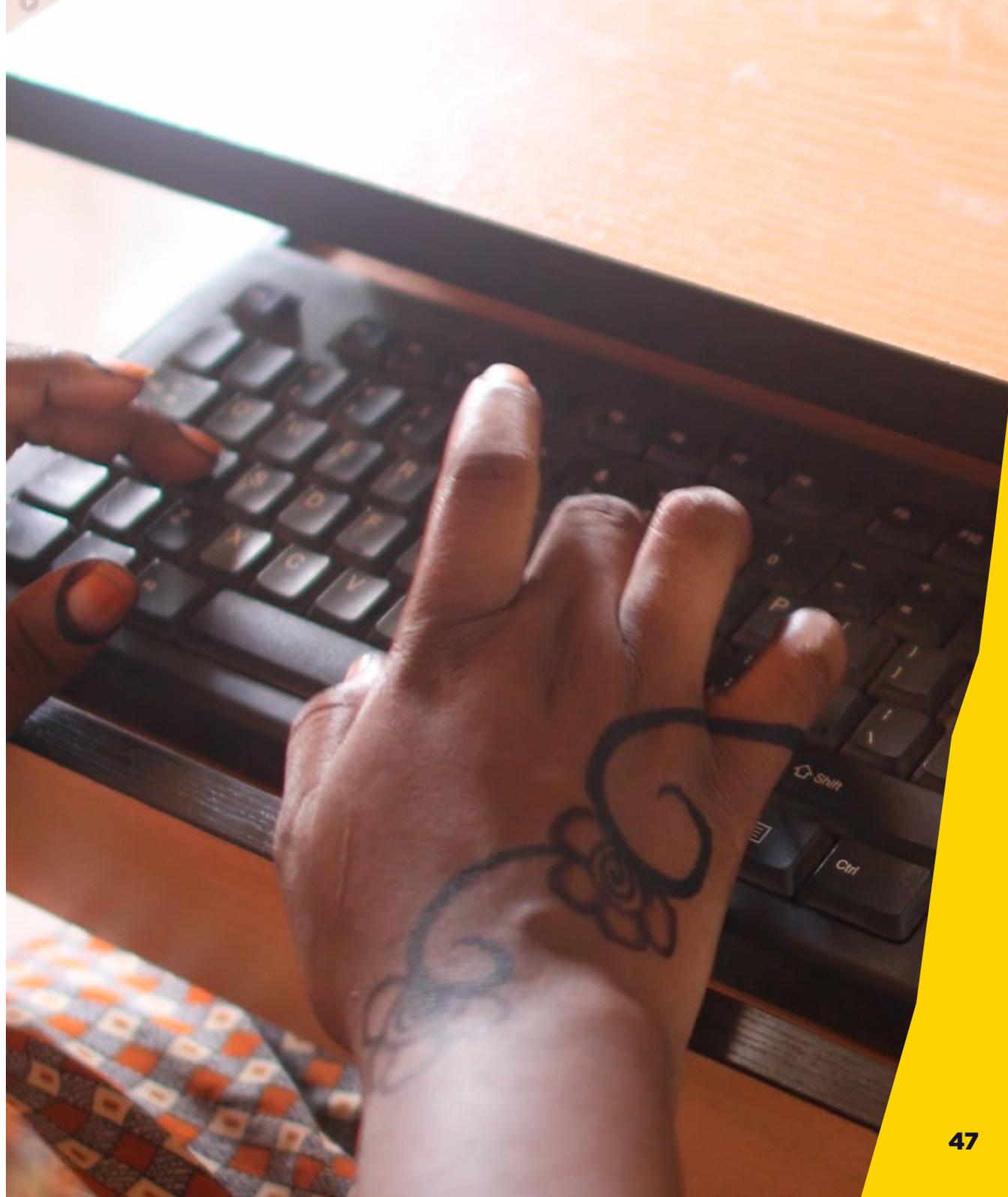
SECRÉTARIAT

En 2023, le service des ressources humaines et de l'administration du Secrétariat a organisé le déménagement de l'organisation dans de nouveaux locaux conçus pour s'adapter à la croissance envisagée de GCERF, favoriser la collaboration et optimiser les conditions de travail de notre équipe polyvalente de Genève. Nos nouveaux locaux sont toujours situés dans le quartier des Nations Unies et reflètent mieux nos valeurs avec des normes environnementales élevées, des espaces de travail modulables et des installations permettant d'organiser des réunions internes majeures ou des formations.

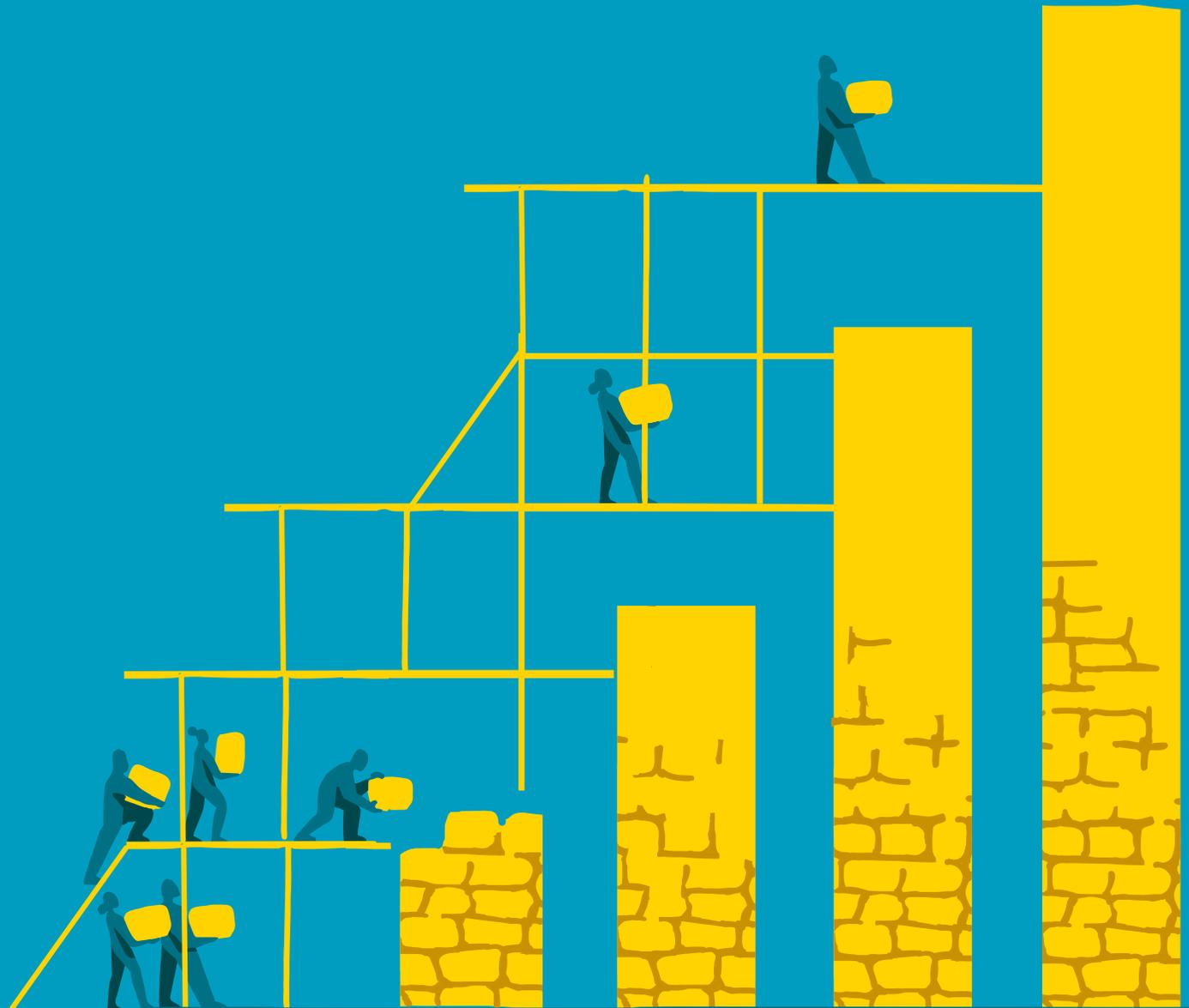
La création d'un nouveau service de mobilisation des ressources a été jugée prioritaire en 2023 pour renforcer les capacités stratégiques de GCERF en matière de collecte de fonds, et un responsable de la mobilisation des ressources a été recruté.

GCERF a créé un groupe de travail sur la diversité, l'équité et l'inclusion au sein du Secrétariat et dans nos activités de programmation. Le service des ressources humaines et de l'administration a également conclu des contrats avec de nouveaux prestataires de services de voyage et d'assistance informatique afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle de l'organisation, tandis que l'examen et l'amélioration des processus visant à atténuer et à traiter les risques demeurent une priorité.

À la fin de l'année 2023, GCERF employait 57 personnes, dont 41 membres du personnel et stagiaires à Genève et 16 conseillers et moniteurs nationaux basés dans les pays où la mise en œuvre des subventions est en cours. 29 nationalités composent notre personnel, dont 58 % sont des femmes.



7 SITUATION FINANCIÈRE



Le service des finances et de la conformité planifie et organise les ressources financières de GCERF et gère les audits annuels et de projets tout en respectant les normes comptables internationales. Il fournit également un appui technique aux activités de création, de gestion et de clôture des subventions, ainsi qu'une formation financière régulière et un soutien aux bénéficiaires des subventions dans les pays.

Le comité des finances et de l'audit a continué à superviser et à conseiller le Secrétariat sur les questions de finances, d'audit, de gestion des risques et de contrôle interne.

En 2023, une société externe (BDO SA Ltd, Suisse) a procédé à un audit annuel des états financiers de GCERF pour l'année 2022. Les auditeurs ont émis une opinion sans réserve et n'ont formulé aucune recommandation dans leur rapport, y compris en ce qui concerne le système de contrôle interne.

En 2023, 29 examens financiers effectués par BDO LLP (Royaume-Uni) et 12 contrôles financiers ponctuels effectués par le Secrétariat ont surveillé les finances des bénéficiaires des subventions. Le cas échéant, un plan de mise en œuvre a été élaboré sur la base des conclusions afin de corriger les erreurs et les faiblesses et d'améliorer la capacité financière des bénéficiaires.

Les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ont continué à être renforcés conformément au modèle de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Commission Treadway (COSO)* et le Secrétariat a élaboré un nouveau registre des risques organisationnels. Les procédures et processus actuels sont continuellement passés en revue et régulièrement améliorés. Le logiciel de gestion des subventions développé entre 2022 et 2023 a été testé au cours du dernier trimestre de 2023 et sera lancé au cours du premier trimestre de 2024.

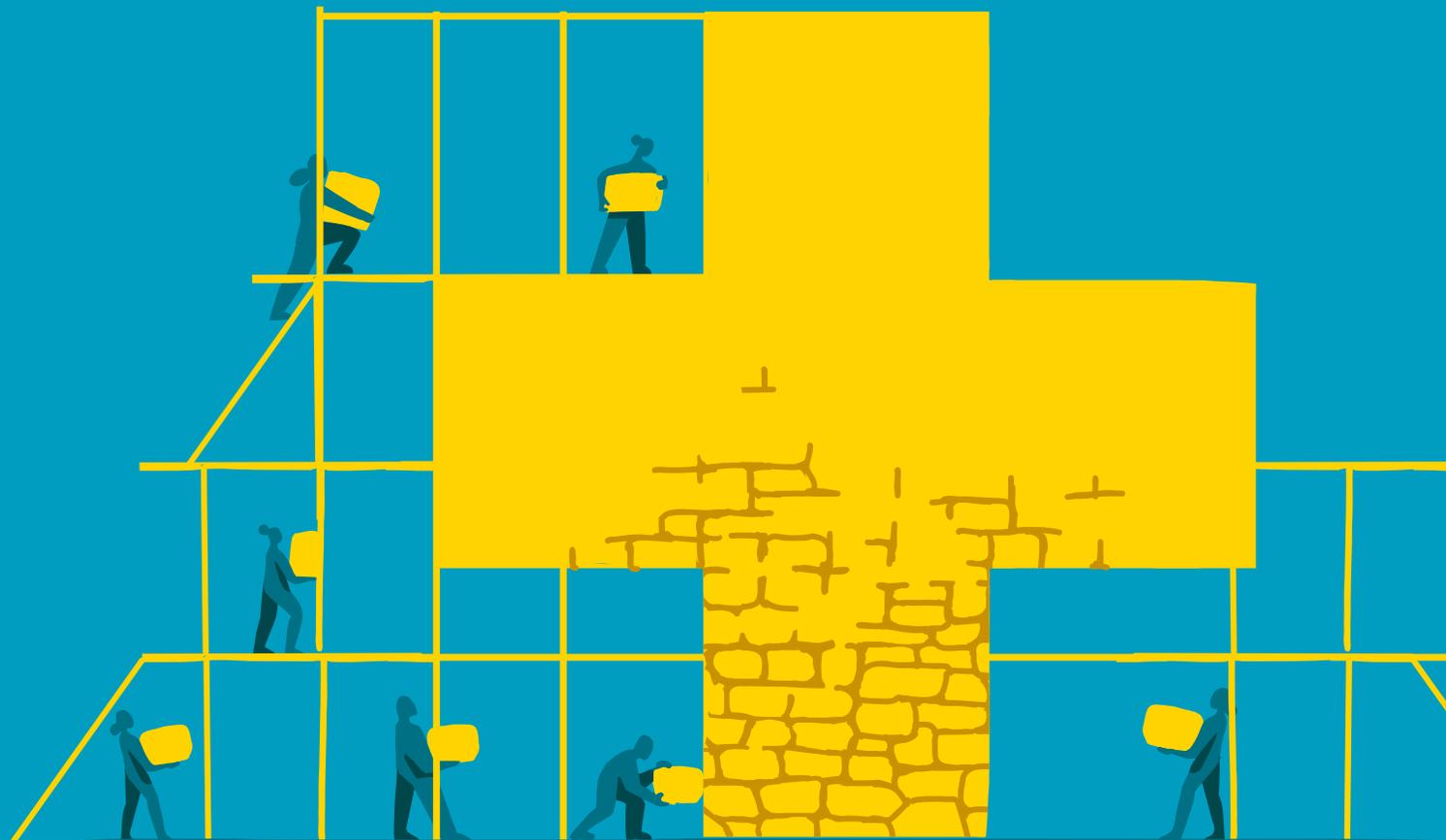


TABLEAU DES FINANCEMENTS – CONTRIBUTIONS DES BAILLEURS DE FONDS

Pays	Total des contributions confirmées en 2023 (en millions d'USD)	Contribution totale 2014-23 (en millions d'USD)	Argent	Contribution en nature
États-Unis	2,7	28,5	26,2	2,3
Union Européenne	-	26,5	26,5	-
Pays-Bas	-	17,1	17,1	-
Allemagne	3,2	16,4	16,4	-
Suisse	1,8	14,9	12,7	2,2
Qatar	-	10,0	10,0	-
Norvège	4,5	9,1	9,1	-
Japon	-	8,3	8,3	-
Australie	1,3	7,9	7,9	-
France	0,9	4,7	4,7	-
Italie	0,8	4,1	4,1	-
Canada	1,1	4,5	4,5	-
Danemark	1,4	3,5	3,5	-
Nouvelle-Zélande	-	3,2	3,1	<0,1
Royaume-Uni	0,2	2,8	2,8	-
Liechtenstein	-	0,3	0,3	-
Suède	-	0,2	0,2	-
Finlande	0,1	0,1	0,1	-
Fondations Kofi Annan	-	0,1	0,1	-
Espagne	<0,1	0,1	0,1	-
Kenya (pays partenaire)	0,1	0,1	0,1	-
Albanie (pays partenaire)	0,1	0,1	0,1	-
Maroc	-	0,1	<0,1	<0,1
Kuwait Danish Dairy Company	-	0,1	0,1	-
Niger (pays partenaire)	-	0,1	0,1	-
Kosovo (pays partenaire)	<0,1	<0,1	<0,1	-
Burkina Faso (pays partenaire)	-	<0,1	<0,1	-
Fonds propres du GCSP	-	<0,1	-	<0,1
Portugal	<0,1	<0,1	<0,1	-
Secteur Privé	-	<0,1	-	<0,1
Total Général	18,4	162,9	158,2	4,7



8 ANNEXES



ANNEXE 1: Circonscriptions et membres du Conseil de Fondation (au 31 décembre 2023)



ALBANIE, BOSNIE-HERZÉGOVINE, KOSOVO ET MACÉDOINE DU NORD

MEMBRE DU CONSEIL :

S.E. M. Xhelal Sveçla, ministre de l'Intérieur du Kosovo

MEMBRE SUPPLÉANT DU CONSEIL :

M. Zlatko Apostoloski, coordonnateur national pour la prévention de l'extrémisme violent et la lutte contre le terrorisme en Macédoine du Nord



AUSTRALIE, JAPON ET NOUVELLE-ZÉLANDE

MEMBRE DU CONSEIL :

M. Koichi Warisawa, directeur, Division de la coopération internationale pour la sûreté et la sécurité, Bureau de la politique étrangère, ministère des Affaires étrangères du Japon

MEMBRE SUPPLÉANT DU CONSEIL :

S.E. M. Jeffrey Roach, ambassadeur et représentant permanent adjoint, Mission permanente de l'Australie auprès du Bureau des Nations Unies à Genève



BANGLADESH, KIRGHIZISTAN ET PHILIPPINES

MEMBRE DU CONSEIL :

S.E. M. Mohammad Sufiur Rahman, ambassadeur et représentant permanent, Mission permanente de la République populaire du Bangladesh auprès du Bureau des Nations Unies à Genève

MEMBRE SUPPLÉANT DU CONSEIL :

Mme Margarita Gutierrez, sous-secrétaire, ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales des Philippines (DILG)



BURKINA FASO, MALI, MAURITANIE, NIGER ET TCHAD

MEMBRE DU CONSEIL :

S.E. Mme Madeleine Alingué, ministre et secrétaire d'État à l'Économie, à la Planification du développement et à la Coopération internationale de la République du Tchad

MEMBRE SUPPLÉANT DU CONSEIL :

M. Saleck Ould Mohamed Ainatt, conseiller en charge de l'intégration régionale et coordonnateur national du G5 Sahel, ministère des Affaires économiques et de la Promotion des secteurs de production de la République Islamique de Mauritanie



SOCIÉTÉ CIVILE ET GROUPES DE POLITIQUE, DE RÉFLEXION ET D'ACTION

MEMBRE DU CONSEIL :

M. Fulco Van Deventer, vice-directeur, Human Security Collective

MEMBRE SUPPLÉANT DU CONSEIL :

M. Eelco Kessels, directeur exécutif, Centre mondial sur la sécurité coopérative



DANEMARK, FRANCE ET ITALIE

MEMBRE DU CONSEIL :

Mme Amélie Delaroche, directrice adjointe, Département responsable de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, Direction des affaires stratégiques, de sécurité et de désarmement, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de France

MEMBRE SUPPLÉANT DU CONSEIL :

M. Christian Bunk Fassov, coordonnateur de la lutte contre le terrorisme service Politique de sécurité, ministère des Affaires étrangères du Danemark



UNION EUROPÉENNE

MEMBRE DU CONSEIL :

Mme Maria Rosa Sabbatelli, directeur d'unité, FPI.1 – Paix et stabilité – Menaces mondiales, service des Instruments de politique étrangère (IPE), Commission européenne



ALLEMAGNE, FINLANDE, NORVÈGE ET PAYS-BAS

MEMBRE DU CONSEIL :

Mme Naomi Yorks, directrice adjointe de section, Division de la lutte contre le terrorisme et la sécurité nationale, ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas

MEMBRE SUPPLÉANT DU CONSEIL :

Mme Anka Feldhusen, directrice du Service de la protection civile, de la prévention et de la stabilisation des crises, ministère fédéral des Affaires étrangères d'Allemagne



FONDATEURS ET SECTEUR PRIVÉ

MEMBRE DU CONSEIL :

M. Tony Carroll, directeur fondateur, Acorus Capital ; professeur auxiliaire, université Johns Hopkins

MEMBRE SUPPLÉANT DU CONSEIL :

Mme Emman El-Badawy, directrice de la recherche – Co-existence, Tony Blair Institute for Global Change



GHANA ET NIGERIA

MEMBRE DU CONSEIL :

S.E. M. Abiodun Richards Adejola, ambassadeur et représentant permanent, Mission permanente de la République fédérale du Nigeria auprès du Bureau des Nations Unies à Genève

MEMBRE SUPPLÉANT DU CONSEIL :

M. Edward Asomani, coordonnateur de la sécurité nationale, ministère de la Sécurité nationale de la République du Ghana



IRAK ET TUNISIE

MEMBRE DU CONSEIL :

Mme Neila Feki, vice-présidente, Commission nationale de la lutte contre le terrorisme de la République de Tunisie

MEMBRE SUPPLÉANT DU CONSEIL :

M. Ali Abdullah Abbas Al-Bdair, directeur du Comité national de lutte contre l'extrémisme, Bureau du conseiller pour la sécurité nationale de la République d'Irak



KENYA, MOZAMBIQUE ET SOMALIE

MEMBRE DU CONSEIL :

S.E. M. Cleopa Kilonzo Mailu, ambassadeur et représentant permanent, Mission permanente de la République du Kenya auprès du Bureau des Nations Unies à Genève

MEMBRE SUPPLÉANT DU CONSEIL :

M. Abdullahi Mohamed Nor, directeur général, Centre national Tubsan chargé de la prévention et de la répression de l'extrémisme violent ; conseiller principal du Président du Gouvernement fédéral de la Somalie



QATAR

MEMBRE DU CONSEIL :

S.E. M. Mutlaq Majed AlQahtani, ambassadeur et envoyé spécial du ministre des Affaires étrangères de l'État du Qatar pour la lutte contre le terrorisme et la médiation



SUISSE

MEMBRE SUPPLÉANT DU CONSEIL :

M. Daniel Frank, coordonnateur adjoint de la lutte internationale contre le terrorisme, Département fédéral des Affaires étrangères de la Suisse



ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ROYAUME-UNI

MEMBRE DU CONSEIL :

M. Ian Moss, coordonnateur adjoint de la lutte contre le terrorisme, Bureau de la lutte contre le terrorisme, Département d'État américain

MEMBRE SUPPLÉANT DU CONSEIL :

S.E. Mme Hema Kotecha, ambassadrice et représentante permanente adjointe, Mission permanente du Royaume-Uni auprès du Bureau des Nations Unies à Genève

ANNEXE 2: Membres du Comité d'experts indépendants (au 31 décembre 2023)



MME GAZBIAH SANS

présidente et directrice du CEI, PVE Works



MME HUMERA KHAN

présidente, MUFLEHUN



M. ADAM RAVNIKLDE

conseiller stratégique principal, prévention et lutte contre l'extrémisme violent, Mission de conseil de l'Union européenne en Irak



M. RICHARD DANZIGER

ancien chef de mission et directeur régional de l'OIM



M. ACHALEKE CHRISTIAN LEKE

directeur exécutif, Local Youth Corner Cameroon



MME FATIMA STAR USMAN LAMALAM

responsable de projet au sein du Forum pour un service civil de paix / programme ForumZFD-Philippines



M. ANDREW GLAZZARD

professeur, Université de Coventry ; programme Jennings Randolph Senior Fellow de l'Institut des États-Unis pour la paix



M. MEDINAT MALEFAKIS

maître de conférence au Département des sciences humaines, sociales et politiques, EPF Zurich



MME MAUD ROURE

directrice exécutive adjointe et responsable des programmes, Fondation Kofi Annan



MME EYA JRAD

directrice fondatrice, Centre Al Meshkat de recherche appliquée et d'assistance technique « M.A.R.T.A »



M. DAVID MALET

professeur associé de justice, droit et criminologie, American University



M. JOHN SAMPSON

directeur principal, portefeuille de l'Afrique orientale et australe, DAI



Cette publication a été réalisée avec le concours de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de GCERF et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

CRÉDITS PHOTOS

Page 3	Elman Peace, Somalie	Page 20	Réseau de Communication sur le Pastoralisme (RECOPA), Burkina Faso	Page 32	Alberto Loyo / Shutterstock.com
Page 10	Reza Shahriar Rahman, Bangladesh	Page 21	Femmes et Développement (FEDE) Mali	Page 33	Xavier Boulenger / Shutterstock.com
Page 11	Reza Shahriar Rahman, Bangladesh	Page 22	Mojedec, Niger	Page 34	Star-Ghana Foundation, Ghana
Page 12	IDEALS, Philippines	Page 23	Sele Got, Nigeria	Page 35	Sholahuddin_tarasari / Shutterstock.com
Page 13	Helvetas, Sri Lanka	Page 24	Sele Got, Nigeria	Page 36	John Wreford / Shutterstock.com
Page 14	Center for Sustainable Conflict Resolution (CSCR), Kenya	Page 25	Max Brown / Unsplash	Page 37	Omri Eliyahu / Shutterstock.com
Page 15	Center for Sustainable Conflict Resolution (CSCR), Kenya	Page 26	Zaid Abbour, Tunisie	Page 38	Attila Jandi/Shutterstock.com
Page 16	Iftiin Foundation, Somalie	Page 27	Dario Daniel / Unsplash	Page 39	Ivan Bruno de M / Shutterstock.com
Page 17	Iftiin Foundation, Somalie	Page 28	Counselling Line for Women and Girls (CLWG), Albanie	Page 40	Anasalhajj / Shutterstock.com
Page 18	Sele Got, Nigeria	Page 29	The Atlantic Initiative, Bosnie-Herzégovine	Page 41	ECOWEB, Philippines
Page 19	Réseau de Communication sur le Pastoralisme (RECOPA), Burkina Faso	Page 30	Community Building Mitrovica, Kosovo	Page 45	GCERF
		Page 31	NEXUS, Macédoine du Nord	Page 47	Sele Got, Nigeria
				Page 49	ACT! Kenya
				Page 51	Initiatives for International Dialogue (IID), Philippines